

APRÈS TROIS ANS DE
BLOCAGE EN BELGIQUE
**L'Algérie récupère
son navire
«Sedrata»**

P 2

LE SALON SIPSA-FILAHA 2025 S'OUVRE AUJOURD'HUI À ALGER

Un rendez-vous incontournable pour l'agriculture

● Participation de plus de 700 exposants de 39 pays

Le Palais des Expositions de la SAFEX à Alger accueille, du 26 au 29 mai 2025, la 23^e édition du SIPSA-FILAHA & AFRIKA FOOD EXPORT, le plus grand salon professionnel dédié à l'élevage, à l'agriculture et à l'agroéquipement en Afrique. Ce rendez-vous stratégique intervient dans un contexte où l'agriculture est désormais érigée en priorité nationale et reconnue comme un moteur essentiel du développement économique durable. P 3



CONSEIL D'AFFAIRES
ALGÉRO-MAURITANIEN
**Plaidoyer pour un
accord préférentiel
entre les deux pays**

Le Conseil d'affaires algéro-mauritanien a appelé au terme de sa 9^e session, samedi à Nouakchott, à la conclusion d'un accord préférentiel entre les deux pays couvrant un ensemble de produits, en œuvrant à développer le commerce de troc comme outil de développement des zones frontalières.

P 2

AVEC PLUS DE 40 % D'EAU
DESSALÉE DANS LE MIX AEP
**L'Algérie, leader
africain des
solutions hydriques
innovantes**



Dans un contexte de stress hydrique aggravé par les changements climatiques, l'Algérie se positionne aujourd'hui comme un acteur de premier plan sur le continent africain en matière de dessalement de l'eau de mer. Avec plus de 40 % de l'alimentation en eau potable (AEP) assurée par cette technologie non conventionnelle, le pays s'impose comme le premier investisseur en Afrique, et se classe deuxième à l'échelle méditerranéenne et arabe.

P 5

23 000 INSCRITS SUR SON
SYSTÈME D'INFORMATION
**La Douane réussit sa
numérisation**

La numérisation des activités économiques, l'un des chevaux de bataille du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, connaît une nouvelle avancée majeure sur la voie de la transparence des pratiques commerciales. Les Douanes algériennes, ne faisant pas exception, ont entrepris de numériser leurs services. Le nouveau système d'information des Douanes, ALCES, lancé en novembre 2023, œuvre pleinement dans ce sens.

P 2

EXPOMER 2025
(25 AU 27 SEPTEMBRE À ALGER)

**Plus de 80 exposants
nationaux et internationaux
attendus** P 2

CNAM

**Plus de 460 000 artisans
enregistrés au niveau
national** P 4

EL-OUED

**Expériences probantes de la
culture du tournesol dans
certaines exploitations
agricoles** P 5

APRÈS TROIS ANS DE BLOCAGE EN BELGIQUE
L'Algérie récupère son navire « Sedrata »

Par Selma R.

Le ministère des Transports a annoncé hier la récupération du navire « Sedrata », le 23 mai dernier, après une saisie qui a duré plus de trois ans au port d'Anvers, en Belgique. Cette opération s'inscrit dans le cadre du renforcement de la flotte maritime nationale, et conformément aux instructions du ministre des Transports, Saïd Sayoud, visant à régulariser la situation des navires algériens immobilisés à l'étranger. « Le navire algérien Sedrata a fait l'objet, le 22 mai 2025, d'une inspection technique rigoureuse menée par l'organisme Lloyd's Register, qui lui a délivré le jour même un certificat de conformité. Le 23 mai, le navire a ensuite subi un contrôle complet de la part des autorités du port d'Anvers, incluant une vérification de ses équipements. Après avoir satisfait à toutes les exigences, le navire a repris immédiatement la mer en chargeant des marchandises depuis Anvers à destination de l'Algérie », lit-on dans un communiqué du ministère. Cette opération, ajoute la même source, est l'aboutissement d'une série de réunions de coordination, au cours desquelles des instructions précises et un suivi rigoureux ont été assurés par le ministère des Transports, afin d'accélérer les procédures et de surmonter les obstacles administratifs et techniques. Il s'agit d'un acquis important dans le processus de développement du transport maritime national et de renforcement de sa présence à l'échelle internationale, reflétant ainsi l'image d'une Algérie professionnelle et engagée dans ce secteur stratégique.

CONSEIL D'AFFAIRES ALGÉRO-MAURITANIEN

Plaidoyer pour un accord préférentiel entre les deux pays

Le Conseil d'affaires algéro-mauritanien a appelé au terme de sa 9e session, samedi à Nouakchott, à la conclusion d'un accord préférentiel entre les deux pays couvrant un ensemble de produits, en œuvrant à développer le commerce de troc comme outil de développement des zones frontalières.

Par S R.

En effet, les recommandations de la 9e session du Conseil, ouverte vendredi, ont été annoncées lors d'une rencontre tenue en présence du ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, de la ministre mauritanienne du Commerce et du Tourisme, Mme Zeinebou Ahmednah, et de l'ambassadeur d'Algérie en Mauritanie, Amine Sid. Dans ses recommandations, le Conseil d'affaires a appelé à «la conclusion d'un accord préférentiel couvrant un ensemble de produits, l'accélération de la création d'un comité technique mixte ad hoc, la levée de tous les obstacles entravant l'accès des marchandises mauritaniennes et algériennes aux marchés des deux pays, et à la signature d'un accord de transport routier entre les deux pays». Le Conseil a également préconisé d'assouplir les transactions financières entre les deux pays, de mettre en place des cadres juridiques et des procédures sanitaires pour l'importation et l'exportation du bétail et dérivés, tout en assurant l'accompagnement, par les autorités, des entreprises des deux

pays, dans les procédures administratives liées à leurs activités commerciales. Dans ses recommandations, le Conseil a appelé les entreprises algériennes et mauritaniennes à participer aux différentes activités économiques et commerciales organisées dans les deux pays, à renforcer et à activer la ligne maritime qui les relie, en levant tous les obstacles entravant sa régularité, et à accélérer le rythme de réalisation de la route reliant Tindouf et Zouerate. Les recommandations ont porté également sur l'ouverture de lignes maritimes directes entre les différentes villes algériennes et

mauritaniennes, avec la proposition de développer le commerce de troc entre les deux pays, en tant qu'outil de développement des zones frontalières. Le Conseil a salué, à cette occasion, les efforts « colossaux » consentis par les deux gouvernements pour développer les relations économiques, soulignant l'importance d'œuvrer à la réalisation des objectifs escomptés dans ce domaine en exploitant les opportunités offertes. Lors de cette rencontre, l'Agence de promotion des investissements en Mauritanie a présenté des exposés sur le climat d'investissement dans le pays.

CNEP-BANQUE Transfert de l'agence Ben M'Hidi 2 à Alger vers de nouveaux locaux

La CNEP-Banque a annoncé, dimanche dans un communiqué, le transfert de son agence Ben M'Hidi 2 à Alger vers ses nouveaux locaux, et ce, dans l'objectif d'améliorer la qualité de ces services. Ainsi, l'agence Ben M'Hidi 2 (code 126), située à Bd Mohamed V, sera transférée à partir de ce dimanche, vers ses nouveaux locaux situés au 42 rue Khelifa Boukhalfa. Ce transfert vise à "offrir à la clientèle un espace moderne plus convivial et accessible, tout en garantissant une expérience bancaire plus fluide, en proposant une meilleure qualité d'accueil et une bonne prise en charge de leurs demandes", souligne la même source.

FOIRE DES PRODUITS ALGÉRIENS À NOUAKCHOTT

L'importance de renforcer la compétitivité du produit algérien soulignée

Par R E.

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a souligné, samedi à Nouakchott (Mauritanie), l'importance de renforcer la compétitivité du produit algérien à l'étranger, en focalisant essentiellement sur la qualité. La déclaration est intervenue lors de la visite effectuée par M. Zitouni à la 7e

édition de la Foire des produits algériens à Nouakchott, en présence de l'ambassadeur d'Algérie en Mauritanie, Amine Sid, du directeur de la promotion et du soutien aux échanges économiques au ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Rabah Fassih, du directeur par intérim des mécanismes de soutien aux exportations au ministère du Commerce

extérieur et de la Promotion des exportations, Abdelatif Houari. En sillonnant les différents pavillons de cette foire organisée du 22 au 28 mai, le ministre s'est enquis de la diversité des produits algériens exposés à cette occasion, soulignant l'importance de garantir la qualité et de se conformer aux normes internationales pour renforcer la compétitivité du produit algérien à l'étranger. M. Zitouni a également affirmé

l'importance du marché mauritanien, en tant que portail vers l'ouest de l'Afrique. Cette 7e édition de la Foire des produits algériens organisée en Mauritanie sous le slogan "un rendez-vous fixe et des partenariats renouvelés", connaît la participation de 200 exposants algériens, l'évènement ayant enregistré une grande affluence des Mauritaniens intéressés par les produits algériens.

EXPOMER 2025 (25 AU 27 SEPTEMBRE À ALGER)

Plus de 80 exposants nationaux et internationaux attendus

La première édition du Salon international de la mer et de l'économie bleue "EXPOMER 2025" sera organisée, du 25 au 27 septembre prochain à Alger, avec la participation de plus de 80 exposants nationaux et internationaux, ont annoncé hier les organisateurs. Ce Salon qui sera organisé au Palais de la Culture "Moufdi Zakaria" par la société "Ecogic", en partenariat avec l'Ecole nationale supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral (EN-SSMAL), et placé sous le patronage du Club des entrepreneurs et industriels

(CEI), vise à renforcer l'efficacité et la performance de l'économie bleue, en mettant en valeur les capacités des principaux acteurs nationaux et internationaux. Lors d'une conférence de presse, la directrice de la société organisatrice, Mme Yasmine Mimouni, a précisé que «ce Salon se veut une plateforme interactive favorisant l'échange d'expériences en vue de développer l'économie bleue en Algérie et d'accompagner la politique du Gouvernement visant la diversification de l'économie nationale hors hydrocarbures». Pour sa part, la directrice de l'ENSSMAL,

Mme Boutekrabet Linda, a souligné que ce Salon, placé sous le thème «Pour une économie bleue durable», permettra d'établir un pont de dialogue entre les universitaires, les entrepreneurs, les fournisseurs et les porteurs de projets innovants, afin de promouvoir ce secteur créateur de richesse. Les organisateurs prévoient, à cette occasion, la signature de plusieurs conventions entre les différents acteurs du secteur de l'économie bleue, qui est à même de créer plus de 200.000 emplois directs et indirects à l'horizon 2035, selon Mme Boutekrabet. Le pro-

gramme de ce Salon comprend l'organisation de conférences et d'ateliers sur différentes thématiques, telles que l'économie circulaire, l'innovation, la logistique portuaire et l'aquaculture. Lors de cette conférence, le président du CEI, Rachid Bouhamed, a insisté sur l'importance de cet évènement, à travers lequel les organisateurs aspirent à créer une synergie entre les entrepreneurs et les porteurs de projets pour concrétiser leurs idées, d'une part, et entre les professionnels et entrepreneurs en vue de l'approvisionnement en matières essentielles, d'autre part.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE SALON SIPSA-FILAHA 2025 S’OUVRE AUJOURD’HUI À ALGER

Un rendez-vous incontournable pour l’agriculture

Le Palais des Expositions de la SAFEX à Alger accueille, du 26 au 29 mai 2025, la 23e édition du SIPSA-FILAHA & AFRICA FOOD EXPORT, le plus grand salon professionnel dédié à l’élevage, à l’agriculture et à l’agroéquipement en Afrique. Ce rendez-vous stratégique intervient dans un contexte où l’agriculture est désormais érigée en priorité nationale et reconnue comme un moteur essentiel du développement économique durable.

Par Mourad A.

L’édition 2025 s’annonce exceptionnelle, tant par son ampleur que par la place centrale qu’elle accorde à des thématiques majeures telles que la sécurité alimentaire, l’innovation agricole et la souveraineté productive. Avec plus de 700 exposants venus de 39 pays, dont 54 % d’internationaux, le salon se positionne comme une vitrine de savoir-faire, un incubateur de solutions et un catalyseur de partenariats. « Jamais les plus hautes autorités de l’État n’avaient accordé une telle attention à l’agriculture. Aujourd’hui, elle est au cœur de notre souveraineté », souligne le Dr Amine Bensemmane, président du salon et du GRFI. Soutenu par plusieurs ministères : Agriculture, Commerce, Environnement, Économie de la connaissance, le salon vise à renforcer la position de l’Algérie en tant que hub agroalimentaire régional. Il s’inscrit également dans une dynamique de coopération Sud-Sud, en cohérence avec les ambitions de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (ZLECAF). Cette année, plusieurs partenaires stratégiques sont mis à l’honneur, dont l’Italie, pays invité d’honneur, ainsi que le Zimbabwe, le Sultanat d’Oman et le Cameroun. Deux wilayas représentatives de la richesse agri-

cole nationale occupent aussi une place centrale : El Oued, emblème de l’agriculture saharienne et de la production de pomme de terre, et El Tarf, reconnue pour son savoir-faire en arboriculture et en tomate industrielle. Le salon met l’accent sur le développement de l’agro-industrie, de la logistique spécialisée et de la transformation des produits agricoles, considérés comme des leviers clés pour construire une économie agricole à forte valeur ajoutée. Il accueille également la 5e édition du concours SIPSA INNOV, destiné à récompenser les start-up les plus innovantes dans des domaines tels que la phytotechnologie, l’oléiculture ou encore la numérisation des filières agricoles. Le Village Start-up, installé dans le Hall A, promet d’être l’un des espaces les plus dynamiques, favorisant les échanges entre jeunes entrepreneurs, investisseurs et institutions publiques.

L’olivier et le palmier dattier en vedette

Deux filières stratégiques sont particulièrement mises en lumière cette année : l’oléiculture et l’agriculture saharienne. Le concours national OLEOMED distinguera les meilleures huiles d’olive vierge extra produites en Algérie, évaluées par un jury d’experts dans le cadre d’un concours rigoureux et anonyme. Parallèlement, l’ini-

tiative scientifique Palm Tree Initiative 2025 rassemblera chercheurs, industriels, investisseurs et coopératives autour du palmier dattier, emblème des zones arides. L’objectif est de jeter les bases d’une filière industrielle intégrée, capable de répondre aux défis climatiques, alimentaires et économiques. Dans la continuité de l’atelier régional organisé à El Oued en 2024, un panel de haut niveau est consacré à la souveraineté semencière de la pomme de terre. Chercheurs, entreprises, coopératives et décideurs y travaillent de concert à l’élaboration d’une feuille de route nationale pour assurer une production locale de semences certifiées, de qualité, et réduire la dépendance aux importations. Le SIPSA-FILAHA 2025 incarne une vision intégrée de l’agriculture, pensée comme un levier durable de croissance économique, de stabilité sociale et de rayonnement régional. En misant sur l’innovation, l’intégration des filières, la coopération continentale et la valorisation des ressources nationales, l’Algérie affirme sa volonté de faire de son agriculture un pilier stratégique de son développement. « Faire de l’agriculture un levier stratégique, ce n’est plus un slogan. C’est un projet de souveraineté et d’avenir que nous mettons concrètement en œuvre », conclut le Dr Bensemmane.

EL-OUED

Expériences probantes de la culture du tournesol dans certaines exploitations agricoles

Les expériences de culture du tournesol menées cette saison à travers les exploitations agricoles de la wilaya d’El-Oued ont donné des résultats "probants", ont estimé dimanche les services de la Chambre locale de l’agriculture. Les résultats de ces expériences pionnières sont le fruit d’un programme d’accompagnement technique tracé par la Chambre agricole et s’articulant sur des visites à caractère de vulgarisation et de formation menées aux exploitations agricoles pour faire bénéficier les agriculteurs adhérant à ce programme de cours théoriques

et pratiques concernant ce type de cultures, a indiqué à l’APS le président de la Chambre, Djelloul Athmani. L’option de la culture du tournesol, lors des trois dernières saisons agricoles, intervient dans le cadre de la mise en œuvre de l’approche agricole prospective des pouvoirs publics, qui lui accordent un intérêt particulier dans les régions du Sud, au titre du programme de développement des cultures oléagineuses. Lors des visites de terrain pour le suivi et l’accompagnement des agriculteurs, les services de la Chambre

de l’agriculture ont relevé des expériences "réussies" en matière de culture du tournesol, notamment dans les communes de Taghezout, Guemmar et Hassi-Khelifa, et ce en dépit des superficies cultivées, relativement limitées, a-t-il expliqué. Pour sa part, M.Noureddine Benamara, agronome spécialisé en agriculture saharienne, a souligné que l’intérêt des agriculteurs à ce genre cultural et l’accompagnement technique qui lui est assuré sont de nature à contribuer au développement de la filière, à la diversification des cultures agricoles et à l’impulsion de la dyna-

mique économique nationale. Plusieurs facteurs climatiques et hydro-édaphiques favorables ont contribué à l’extension des superficies dédiées au tournesol et à l’adhésion de nombreux agriculteurs à cette culture stratégique, a-t-il ajouté en mettant l’accent sur la nécessité d’une stratégie bien étudiée pour l’exploitation optimale de cette culture, en assurant aux agriculteurs une orientation et un soutien technique, en vue de développer cette culture et contribuer à la concrétisation de l’autosuffisance et de la sécurité alimentaires.

SIPSA-FILAHA L’ANCA appelle à une large mobilisation des opérateurs agricoles

Par M. A.

À la veille de l’ouverture du Salon international de l’agriculture, de l’élevage et des industries agroalimentaires (SIPSA-FILAHA), l’Association nationale des commerçants et artisans algériens (ANCA) lance un appel solennel à tous les acteurs de la filière agricole afin de prendre part activement à cet événement d’envergure. Dans un communiqué publié hier, l’ANCA a souligné l’importance stratégique du salon, le qualifiant de l’un des plus grands rendez-vous agricoles en Afrique. Ce salon s’inscrit dans un contexte national marqué par une volonté politique affirmée de moderniser le secteur agricole, renforcer la sécurité alimentaire, diversifier les exportations et promouvoir une production locale compétitive. « Le Président de la République a souligné à plusieurs reprises le rôle central de l’agriculture dans la stratégie économique du pays, en insistant sur la nécessité de moderniser les outils de production et de soutenir les producteurs », a rappelé l’association dans son communiqué. L’ANCA considère que le SIPSA-Filaha 2025 représente une plateforme incontournable pour tous les professionnels du secteur. Il offre l’opportunité d’évaluer l’état du secteur agricole en Algérie, de la production à l’exportation, en passant par le stockage, la transformation et la commercialisation, tout en favorisant les échanges d’expériences et l’accès aux innovations technologiques. Dans cette optique, l’ANCA a invité les agriculteurs, éleveurs, investisseurs, commerçants d’équipements agricoles, distributeurs d’intrants, responsables de coopératives, gestionnaires de réseaux de stockage et de distribution, ainsi que les jeunes porteurs de projets agricoles, à se rendre massivement au salon. Pour l’ANCA, la participation au SIPSA-Filaha 2025 est bien plus qu’une simple visite : elle constitue une démarche d’intégration économique, d’ouverture sur de nouveaux marchés et de consolidation du tissu productif national. En appelant à une mobilisation large et inclusive, l’association espère stimuler les dynamiques locales, encourager les investissements et renforcer le rôle du secteur agricole dans la croissance économique nationale.

BARRAGE VERT

Lancement du premier projet d’investissement pour la production de bois fin 2025

Par R E.

Le premier projet d’investissement dans le domaine de la production de bois au niveau du Barrage vert, sera lancé à la fin de l’année 2025, a annoncé dimanche le Directeur général des forêts, M. Djamel Touahria M. Touahria a fait savoir, lors d’un entretien accordé à la radio algérienne, que la Direction générale des Forêts (DGF) ouvrira, fin 2025, la voie

à l’investissement dans le domaine de la plantation d’arbres forestiers destinés à la production de bois et ce, dans le cadre des efforts visant à créer une valeur ajoutée et à conférer au Barrage vert, un caractère économique. Il s’agit d’un projet d’investissement pilote pour la plantation du "Paulownia" sur une superficie de 500 hectares dans la wilaya de Laghouat, selon le DG des forêts, qui a précisé que de tels projets permettent de valoriser les efforts de

reboisement au niveau du Barrage vert. A cet égard, M. Touahria a affirmé que les opérations de reboisement du Barrage ont jusqu’à présent couvert 24 000 hectares, notamment par des arbres résistants et fruitiers dont les oliviers, les amandiers et les pistachiers. Il a ajouté que les efforts se poursuivaient en vue de la réhabilitation et de l’extension du Barrage vert afin d’atteindre la superficie ciblée (400 000 hectares), en recourant aux méthodes

modernes tout en sélectionnant, soigneusement, des espèces adaptées au type de sol, à la quantité d’eau et au climat. Concernant la lutte contre les incendies de forêt, M. Touahria a mis l’accent sur la mobilisation de toutes les ressources humaines et matérielles nécessaires pour assurer la réussite du plan national de prévention et de lutte contre les incendies qui a été appuyé par des moyens technologiques de pointe.

78E ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ

Les maladies rares, une «priorité de santé mondiale»

Une résolution déclarant les maladies rares "priorité de santé mondiale" a été adoptée samedi lors de la 78e Assemblée mondiale de la santé, a annoncé l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les Etats membres de l'OMS ont adopté une résolution historique déclarant les maladies rares "priorité de santé mondiale" afin de garantir "qu'aucun patient ne soit laissé pour compte", a indiqué l'organisation dans un communiqué. La résolution reconnaît que plus de 300 millions de personnes dans le monde vivent avec l'une des plus de 7.000 maladies rares répertoriées, "dont la plupart apparaissent dès l'enfance et peuvent entraîner d'importantes difficultés physiques, émotionnelles et financières", selon la même source. A cet égard, elle exhorte les pays à intégrer les maladies rares dans leur planification sanitaire nationale, à améliorer le diagnostic et les soins grâce à la couverture sanitaire universelle, à promouvoir des politiques inclusives et à accélérer l'innovation, la recherche et l'accès à des traitements abordables. Elle charge notamment l'OMS d'élaborer un plan d'action mondial complet sur dix ans pour les maladies rares, assorti d'objectifs mesurables pour orienter les progrès vers l'équité, l'inclusion et l'accès aux soins pour toutes les personnes concernées. Selon l'OMS, une maladie est dite "rare" lorsqu'elle touche moins d'une (1) personne sur 2.000 dans la population générale.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE

«Le secteur touristique peut devenir un moteur clé»

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a souligné, avant-hier à Oran, que l’Etat œuvre à concrétiser le principe de faire du tourisme un secteur alternatif, dynamique, créateur de richesse et d’emplois. La ministre a indiqué à la presse, à l’issue de sa visite dans la wilaya, que l’Etat, à travers son département ministériel, «travaille à faire du tourisme un levier essentiel pour la création de richesse et d’opportunités d’emploi», soulignant que «par la création de postes de travail, le soutien à l’économie nationale et la génération de rentrées en devises, le secteur touristique peut devenir un moteur clé du développement économique en Algérie, notamment

grâce à la diversité de ses ressources naturelles et culturelles». Elle a ajouté que les établissements hôteliers visités à Oran sont «un exemple de cette démarche», précisant que l’Etat mise sur le renforcement de l’investissement touristique pour accroître la capacité d’accueil, améliorer la qualité des services et créer de nouveaux emplois. Mme Meddahi a également souligné qu’Oran représente un exemple dans le développement du tourisme d’affaires, étant un pôle touristique et économique de premier plan, ce qui en fait une destination privilégiée pour les hommes d’affaires et les investisseurs.

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Ciôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,79	-0,67	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 415,00	NC	0,00	0,26	0,74	0,00	-	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	3,12	6,77	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	16000	36 800 000,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,55	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,21	-4,70	2,03	-	0	0,00

CNAM

Plus de 460 000 artisans enregistrés au niveau national

Le nombre d'artisans enregistrés à l'échelle nationale a dépassé les 460.000 jusqu'à mai courant, a affirmé le directeur général de la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers (CNAM), Abdelkrim Berki qui a souligné la nécessité de continuer à améliorer le climat de l'activité de cette catégorie d'entrepreneurs afin de porter leur nombre à 700.000 artisans dans les prochaines années. Lors d'une conférence organisée à Alger, par l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), sur le rôle des jeunes dans la création d'entreprises, M. Berki a affirmé que «plus de 460.000 artisans ont été enregistrés à l'échelle nationale jusqu'à mai courant, ce qui a permis la création de plus de 1.347.000 emplois dans ce secteur, qui a contribué avec plus de 400 milliards de DA au produit intérieur brut (PIB) du

pays en 2024». Il a ajouté que le secteur tend à atteindre 700 000 artisans dans les années à venir, ce qui permettra la création de plus de deux (2) millions d'emplois, selon le responsable, qui a souligné que «le rôle de l'artisan ne se limite pas à la préservation du patrimoine culturel national, mais constitue un élément important qui contribue efficacement à l'économie nationale». Pour réaliser les objectifs fixés, M. Berki a souligné l'importance de continuer à accompagner les artisans, notamment en leur facilitant l'accès aux matières premières utilisées dans l'artisanat, en organisant des cycles de formation et des expositions pour promouvoir leurs produits, outre l'introduction de nouvelles incitations fiscales. De son côté, le président de l'ANCA, El Hadj Taher Boulénouar, a appelé les jeunes à profiter des avantages que l'Etat leur offre

afin de créer des entreprises productives, soulignant la nécessité de conjuguer les efforts pour soutenir ces facilités décidées par l'Etat avec un accompagnement efficace qui permet l'orientation et l'encadrement des jeunes sur le terrain. Dans le même contexte, le président de la Fondation algérienne «Sinaat Al-Ghad» et ancien ministre, M. Bachir Messaitfa, a insisté sur l'importance de privilégier les secteurs pionniers à valeur ajoutée pour l'économie nationale, appelant les entrepreneurs à s'organiser en groupements qui permettront de renforcer la compétitivité tout en maîtrisant mieux les coûts de production. A l'issue de la conférence, une convention de coopération a été signée entre l'ANCA, et la Fondation algérienne "Sinaat Al-Ghad", permettant l'échange d'informations et d'expertises, outre la coordination au niveau local.

JOURNÉE DE L'AFRIQUE

«L’Afrique se construit lentement mais sûrement »

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mahmoud Ali Youssouf, a affirmé dans un message à l'occasion de la célébration dimanche de la Journée mondiale de l'Afrique, que le continent "se construit lentement mais sûrement", et continue aujourd'hui à "consentir des sacrifices afin de se libérer des affres des conflits et du sous-développement". La Commémoration de la journée de l'Afrique en ce 25 mai 2025, placée cette année sous le thème: "La justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine à travers des réparations", "est un moment de souvenir et de de commu-

nion entre tous les Africains. Certes, des souvenirs et une histoire, souvent douloureuse, ancienne et contemporaine, remontent à la surface", a dit Mahmoud Ali Youssouf dans son message. Cependant, a-t-il poursuivi, "l'Afrique ne se morfond pas dans les blessures et les amertumes du passé. Elle continue à consentir des sacrifices encore et encore, afin de se libérer des affres des conflits et du sous-développement et des guerres". En effet, a-t-il enchaîné, "l'Afrique se construit depuis lors, lentement mais sûrement: +Rome ne s'est pas faite en un jour+, disait le célèbre adage". Le président de la Commission de l'Union

africaine a tenu aussi à préciser que le continent africain "à travers les aspirations de ses peuples traduites dans la Charte de l'OUA puis dans l'Acte constitutif de l'Union africaine se positionne avec force et détermination sur la scène internationale". "Avec plus de 2.5 milliards d'habitants en 2050 sur le continent, des millions d'hectare de terres arables, des ressources minières innombrables, des sources d'eau intarissables et un ensoleillement exceptionnel, le continent dispose de tous les atouts pour réaliser le rêve de tous les Africains à savoir l'Afrique que nous voulons intégrer, pacifique et prospère", ,a-t-il encore dit.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 25 ماي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 25 Mai 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		
DA / Kg			دج / كلف		
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	65	72	58	البطاطا
	Tomate	74	86	62	الطماطم
	Oignon sec	47	54	40	البصل الجاف
	Ail vert	136	154	118	الثوم الخضراء
	Carotte	82	91	73	الجزر
	Navet	91	101	82	لفت
	Petit pois	186	205	167	الجبانة
	Fève verte	95	105	84	الفول الاخضر
	Courgette	75	85	65	الكوسة
	Haricot vert	179	198	160	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	110	123	97	الخس
Fruits frais	Pomme locale	439	514	364	التفاح المحلي
	Datte	549	682	416	التمر
	Banane	417	424	409	الموز
	Fraise	284	323	244	الفراولة
	Melon	146	163	129	البطيخ الأصفر
	Pastèque	91	104	78	البطيخ الأحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1756	1897	1614	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	379	391	367	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	17	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	100	90	حليب البقر (لتر)

AVEC PLUS DE 40 % D’EAU DESSALÉE DANS LE MIX AEP

L’Algérie, leader africain des solutions hydriques innovantes

Dans un contexte de stress hydrique aggravé par les changements climatiques, l’Algérie se positionne aujourd’hui comme un acteur de premier plan sur le continent africain en matière de dessalement de l’eau de mer. Avec plus de 40 % de l’alimentation en eau potable (AEP) assurée par cette technologie non conventionnelle, le pays s’impose comme le premier investisseur en Afrique, et se classe deuxième à l’échelle méditerranéenne et arabe.

Par Mourad A.

Selon Sofiane Zamiche, directeur du développement à l’Algerian Energy Company (AEC), l’Algérie a connu une progression fulgurante dans ce domaine. « Nous avons porté la contribution du desalement dans le mix AEP de 18 % à 42 % en quelques années seulement », a-t-il déclaré au micro de la « Chaîne III » de la radio nationale. Un bond stratégique qui s’appuie sur un programme ambitieux d’extension et de modernisation des infrastructures. Aujourd’hui, 19 stations de dessalement sont opérationnelles à travers le pays, totalisant une capacité de production de 3,75 millions de mètres cubes par jour. Un volume appelé à croître avec l’entrée en service de cinq nouvelles stations situées à El Tarf, Béjaïa, Boumerdès, Tipaza et Oran. D’une capacité unitaire de 300 000 m³/jour, ces infrastructures ajouteront 1,5 million de m³/jour à la capacité nationale. « Chaque station est composée de plusieurs unités de dessalement. Nous procédons par montée progressive, de 50 000 à 300 000 m³/jour, en fonction de la demande et de la résilience du réseau de l’ADE », a expliqué M. Zamiche. À l’horizon 2030, l’Algérie ambitionne d’atteindre une capacité totale de 5,5 à 6 millions de m³/jour, ce qui permettrait au des-

salement de couvrir 60 % des besoins en eau potable du pays. Un nouveau programme de six stations est en phase de maturation. Il concerne les wilayas de Skikda, TiziOuzou, Jijel, Chlef, Mostaganem et Tlemcen, avec toujours une capacité de 300 000 m³/jour par station. Particularité de ces projets : ils seront conçus pour desservir des zones situées jusqu’à 150 km à l’intérieur du pays, assurant ainsi une plus grande équité territoriale. Conscients du caractère énergivore de ces installations, les pouvoirs publics misent sur une transition énergétique progressive. Les futures stations intégreront 30 à 35 % d’énergies renouvelables, notamment le solaire et l’éolien. Si la pose de panneaux photovoltaïques sur les toitures reste symbolique (contribution limitée à 0,2 %), l’accent sera mis sur la création de fermes photovoltaïques et éoliennes dans les Hauts Plateaux. « Nous voulons réduire la consommation d’électricité d’origine fossile, mais aussi l’empreinte carbone de nos installations. C’est une exigence environnementale et économique », a-t-il précisé.

Valorisation de saumure sous-produit du dessalement

Le dessalement ouvre également la voie à de nouvelles pistes industrielles. Chaque jour, des millions de m³ de saumure sous-produit

du dessalement sont rejetés en mer. L’AEC étudie la possibilité de valoriser cette saumure par l’extraction de minéraux stratégiques tels que le lithium, le sodium ou le magnésium. « Nous avons lancé plusieurs ateliers et études de faisabilité. L’idée est de créer des partenariats win-win avec les acteurs économiques, notamment pour les batteries lithium et sodium », a indiqué le responsable. Autre piste à l’étude : la production d’hydrogène vert. Bien que freinée par des contraintes techniques et foncières, cette option pourrait voir l’AEC fournir une eau ultra pure pour l’électrolyse, nécessaire à la séparation de l’hydrogène. L’AEC ne compte pas avancer seule. Une convention cadre vient d’être conclue avec le ministère de l’Enseignement supérieur afin d’exploiter le potentiel scientifique des universités algériennes. « Beaucoup de projets de recherche dorment dans les tiroirs. Nous allons les concrétiser avec une vraie feuille de route », a assuré Sofiane Zamiche. Forte de plus de deux décennies d’expérience, l’Algérie ambitionne également d’exporter son savoir-faire vers le continent africain. « Pourquoi ne pas devenir un leader régional du dessalement ? Nous avons les compétences, les installations et l’expérience pour accompagner les pays voisins », a-t-il conclu.

23 000 INSCRITS SUR SON SYSTÈME D’INFORMATION

La Douane réussit sa numérisation

Par Réda Hadi

La numérisation des activités économiques, l’un des chevaux de bataille du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, connaît une nouvelle avancée majeure sur la voie de la transparence des pratiques commerciales. Les Douanes algériennes, ne faisant pas exception, ont entrepris de numériser leurs services. Le nouveau système d’information des Douanes, ALCES, lancé en novembre 2023, œuvre pleinement dans ce sens. Dans une interview publiée dans le dernier numéro de la revue Douanes, le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a affirmé que 23 000 opérateurs économiques sont désormais inscrits sur le système d’information des Douanes, soulignant que cela témoigne du succès du processus de numérisation au sein de cette institution. Le ministre a précisé que ce système d’information, lancé début novembre 2023, visait à simplifier et faciliter les procédures douanières et à conférer davantage de transparence au commerce extérieur. Il a permis l’inscription de 23 402 opérateurs économiques jusqu’à fin mars 2025. Après le lancement et la généralisation de ce système à tous les bureaux douaniers, le traitement électronique des dossiers douaniers est désormais opérationnel au niveau de tous les centres terrestres, maritimes et aériens répartis sur l’ensemble du territoire national, a-t-il indiqué. Parallèlement au développement de son

système d’information, les Douanes algériennes ont mis en place une infrastructure moderne avec l’acquisition d’un data center, la modernisation complète du réseau de télécommunications en fibre optique, et la mise en service de stations fixes et mobiles utilisant le satellite Alcomsat-1. Les mêmes services ont également lancé, début novembre dernier, de nouvelles unités du système d’information à destination des voyageurs, dédiées à la délivrance de titres de passage pour les véhicules, à la déclaration électronique des devises et objets de valeur, tout en testant d’autres modules portant sur la gestion des litiges, la surveillance douanière, les enquêtes et les ressources humaines, ajoute le ministre.

206 affaires liées à la contrebande traitées en 2025

Concernant l’interconnexion avec le guichet unique, le ministre a indiqué que des travaux sont en cours pour relier le système d’information des Douanes à ceux des différents ministères et organismes gouvernementaux concernés, dans le but de numériser l’émission des autorisations et certificats administratifs liés aux opérations d’exportation et d’importation. Cela permettra d’offrir un environnement numérique intégré, accélérant les procédures, améliorant la qualité des services publics et contribuant au développement de l’économie numérique en Algérie. Au-delà de cette réussite numérique, les

Douanes algériennes n’oublient pas leur mission première : la lutte contre la contrebande et le commerce transfrontalier illicite. Selon un communiqué de la Direction générale des Douanes (DGD), durant le premier trimestre 2025, un total de 206 affaires liées à la contrebande ont été traitées, aboutissant à l’arrestation de 313 contrevenants. Le bilan fait état de la saisie de 2 208,129 kg de cannabis traité, 329,188 kg de cocaïne et 3 962 165 comprimés de psychotropes. Les services ont également saisi 161 556 paquets de tabac et 1 764 litres de boissons alcoolisées durant la même période. Concernant la lutte contre la spéculation et la contrebande de produits subventionnés, 85 320 kg de marchandises telles que le sucre et la semoule ont été interceptés, ainsi que 84 159 litres d’huile. Plus de 142 220 litres de carburant ont aussi été saisis, en plus de la mise en échec de nombreuses tentatives de contrebande de moteurs de voitures et la confiscation de neuf armes. L’activité sur le terrain des équipes opérationnelles a permis la saisie de 367 595 unités de pétaards et d’articles pyrotechniques, produits prohibés représentant un danger pour la sécurité publique. Des tentatives de contrebande de marchandises commerciales telles que des produits cosmétiques, des téléphones portables et des ordinateurs portables ont également été déjouées, selon la même source.

CONCOURS HUAWEI DES TIC EN CHINE

14 étudiants algériens brillent en finale mondiale

Quatorze (14) étudiants algériens se sont distingués lors de la finale mondiale du concours Huawei des Technologies de l’information et de la communication (TIC) 2024-2025, organisé dans la ville de Shenzhen (Chine), en remportant quatre (4) prestigieux Prix, a indiqué, samedi, un communiqué de Huawei Algérie. Dans cette nouvelle réalisation reflétant "le niveau remarquable des étudiants algériens dans le domaine des TIC", 14 étudiants algériens ont brillé lors de la finale mondiale du concours Huawei des TIC, organisé à Shenzhen (Chine) du 20 au 24 mai, avec la participation de plus de 210.000 étudiants issus de plus de 2.000 universités représentant plus de 100 pays et régions à travers le monde", précise le communiqué. A ce titre, les équipes algériennes ont remporté quatre prestigieux prix: l’équipe composée d’Imad Eddine Mokrane, Abdelouahab Benchikh et Amira Bali, des Ecoles supérieures d’informatique (ESI) d’Alger et de Sidi Bel Abbès, encadrée par les ingénieurs Sofiane Kara et Larbi Ishak, a remporté le grand Prix dans la catégorie Cloud. L’équipe formée d’Abderrahmane Talbi, Mohamed Mahloul et Abderrahmane Della, de l’ESI de Sidi Bel Abbès, encadrée par l’ingénieur Anis Messaoudi, a décroché le grand Prix dans la catégorie Informatique. Dans la catégorie Réseaux, l’équipe algérienne constituée d’Ilyes Merzouga (Ecole supérieure des télécommunications d’Oran), Aya Sara Baldi (Université d’Alger 1) et Ibrahim Senoussi (ESI de Sidi Bel Abbès), sous la supervision de l’ingénieur Mokhtar Merah, a remporté le premier Prix. Concernant la catégorie Innovation à laquelle l’Algérie participe pour la première fois, l’équipe composée de Sofiane Chelghoum, Ranim Mehatla, Walid Guessoum, Maroua Bentazi et Ilham Aroudj, a décroché la troisième place grâce à un projet innovant dans les domaines de la Fintech et de l’assurance. Plusieurs encadreurs ont été honorés pour leurs efforts, parmi lesquels l’enseignant Abderraouf Abia, de l’Université de Boumerdès qui a reçu le prix du Meilleur Coach, en reconnaissance de sa contribution exceptionnelle à la formation et à l’accompagnement des étudiants. Cet événement international a également été marqué par "la présence d’une délégation du ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, conduite par le professeur Ahmed Mir, conseiller du ministre, qui a exprimé, dans une allocution à cette occasion, sa fierté quant aux résultats obtenus, et réaffirmé le soutien constant du ministère à l’encouragement des compétences nationales dans les fora internationaux", selon la même source. Cette participation s’inscrit dans le cadre des "efforts de Huawei Algérie visant à soutenir et à autonomiser la jeunesse algérienne à travers ses programmes éducatifs, à l’image de l’Académie Huawei des technologies de l’information et de la communication, dont ont bénéficié des milliers d’étudiants issus de 59 universités à travers le pays". Ces prix traduisent "le leadership des étudiants algériens et leur capacité à innover et à exceller dans les compétitions mondiales, à un moment où la demande en compétences numériques capables de conduire la transformation numérique tant en Algérie qu’ailleurs, ne cesse de croître", conclut le communiqué.

AIN DEFLA

Lancement de la 11e campagne nationale de sensibilisation sur les dangers de la baignade dans les barrages

La 11e édition de la campagne nationale de sensibilisation sur les dangers de la baignade dans les barrages a été lancée, samedi à Ain Defla, par l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT). Cette 11e édition du genre a été lancée à partir du barrage Sidi M'hamed Ben Taiba, commune d'Arrib, sous le slogan "Ne risquez pas votre vie, la baignade dans les barrages est un danger mortel". Dans son allocution à l'occasion, le directeur général de l'ANBT, Abdelatif Azira, a relevé que cette initiative vise principalement à protéger des vies humaines en alertant les citoyens, notamment les jeunes, sur les risques liés à la baignade dans ces espaces non surveillés. Plus de 150 cas de noyade ont été recensés ces dix dernières années, dont quatre (4) depuis le début de l'année 2025, dans des Oueds se déversant dans les barrages, a souligné le même responsable. Le wali d'Ain Defla, Aissa Aziz Bouras, a appelé à une mobilisation collective, notamment via les structures éducatives, les espaces publics et les établissements de jeunesse, afin de lutter contre ce phénomène dangereux. La journée a été marquée par plusieurs activités, dont un exercice de simulation de sauvetage d'une personne noyée, exécuté par la Protection civile, un lâcher symbolique de canards colverts, et la plantation de 20 oliviers. Une exposition a également été organisée, avec la participation de la Protection civile, de la Conservation des forêts, de l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau, de la direction locale de l'environnement et de l'ANBT.

BOUMERDES

53 wilayas au Colloque sur la biodiversité et la protection de l'environnement

Cinquante trois (53) wilayas ont pris part, samedi à Boumerdes, au Colloque sur la biodiversité et la protection de l'environnement tenu à l'initiative de l'Organisation algérienne de l'environnement et de citoyenneté à l'Institut national de productivité et de développement (INPED).

Organisée dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la biodiversité, la rencontre à laquelle ont pris part des représentants d'associations nationales et locales, ainsi que des experts et spécialistes du domaine, a été marquée par la tenue de cinq (5) ateliers techniques ayant abordé divers thèmes, et couronnés par l'émission de près d'une cinquantaine de recommandations. Ces ateliers ont abordé divers axes liés, entre autres, aux défis de la protection de la biodiversité, les aspects législatifs et juridiques, les normes de protection de la qualité, l'économie circulaire et le tourisme durable, a indiqué le président du comité scientifique de la rencontre, Othmane Touileb. S'agissant des recommandations émises par les participants à l'issue de ces ateliers, elles ont notamment porté sur la nécessité de

sensibiliser la société sur l'importance de la préservation de l'environnement, la diffusion de la culture environnementale, la protection de l'environnement, et le renforcement du rôle des médias et des moyens de communication dans ce domaine. Les participants au Colloque ont également recommandé l'application rigoureuse des lois en vigueur pour protéger les écosystèmes et la biodiversité, le renforcement du dispositif de surveillance environnementale en ressources humaines et matérielles, et l'usage rationnel des pesticides. Les recommandations ont également souligné l'importance de la mise au point de plans, à long terme, pour la préservation des écosystèmes et la création de réserves pour la faune et la flore, outre la nécessité de la biodiversité marine, du patrimoine matériel et immatériel lié à la biodiversité, de la formation, de l'orien-

tation et de l'encouragement des clubs scientifiques dédiés à l'environnement au soutien des projets d'investissement portant sur la biodiversité, la prévention des incendies de forêts, et la lutte contre le braconnage. A la clôture de ce Colloque, le président de l'Organisation algérienne de l'environnement et de la citoyenneté, Belaâmourî Laghliâ, a rappelé que cet événement s'inscrivait dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la biodiversité, dans un contexte où l'environnement est devenu une priorité nationale et internationale. L'objectif du Colloque est de proposer une approche en adéquation avec la réalité et les problématiques environnementales que vit le citoyen, tout en instituant des mécanismes de sensibilisation à partir de la base, afin de soutenir et d'accompagner les projets menés par l'Etat dans ce domaine, a-t-il ajouté.

SKIKDA

La wilaya célèbre la fête de la fraise et expose ses meilleures variétés

La ville de Skikda a célébré samedi la fête de la fraise, fruit dont les meilleures variétés sont produites par cette wilaya. Cette fête qui intervient après deux années d'absence, a vu l'organisation dans une ambiance des plus conviviales, sur la place de la liberté et au siège de l'APC au centre-ville de Skikda, d'une exposition regroupant 50 fraiseiculteurs, confituriers, pâtisseries et fabricants de jus de fraise. Plusieurs concours ont été organisés dans ce cadre dont celui de "la meilleure production de fraise", "la meilleure tarte aux fraises", "le

meilleur jus de fraises", "la meilleure confiture de fraises" et pour la première fois celui du "meilleur reportage photo sur ce fruit", outre la tenue d'une course cycliste, a indiqué à l'APS le commissaire de la fête, Zoubir Boukaabache. Ainsi, le prix de la meilleure production de fraise est revenu à Laïdi Mecheri, tandis que la deuxième et la troisième place ont été remportées par Ahmed Mecheri et Khemissa Lefafte. Le prix du meilleur reportage photo a été décerné à Amer Hlilou suivi en deuxième place par Ali Abed. La première place du prix de la meil-

leure tarte aux fraises est allée à Sassi Kerkat et la deuxième à Nacir Hamrarras, tandis que Kahina Boubeta a obtenu la première place du prix de la meilleure productrice de fraise (réserve aux femmes au foyer). Le prix de "la meilleure confiture de fraise" a été attribué à Mme. Halima Benmoussa et celui du "meilleur jus de fraises" à Mme. Assia Mermadou. Selon la direction locale des services agricoles (DSA), les prévisions de production de la fraise de la wilaya au titre de l'actuelle saison 2024-2025 tablent sur 4.100 quintaux à obtenir sur une superfi-

cie de 52 hectares dont 20 hectares en plein air et le reste sous serres. Le rendement de la fraiseiculture de plein air devra atteindre 70 quintaux à l'hectare, tandis que celui de la culture sous serre atteindra jusqu'à 300 quintaux à l'hectare, souligne encore la même source. Les variétés de fraise les plus cultivées dans la wilaya de Skikda, sont la "Rusicada" et "Mekerkba", très appréciées pour leur rouge vive et leur goût succulent. D'autres variétés dont "Camarosa" et "Nabila" sont également cultivées dans la région, indique-t-on.

CONSTANTINE

Plus de 13.000 têtes bovines vaccinées contre la fièvre aphteuse

Plus de 13.000 têtes du cheptel bovin ont été vaccinées contre la fièvre aphteuse, dans la wilaya de Constantine, à titre préventif depuis le lancement de la nouvelle campagne de vaccination, inscrite au titre de l'exercice 2025 a-t-on appris dimanche auprès de l'inspecteur vétérinaire de wilaya relevant de la direction locale des services agricoles (DSA). L'opération enta-

mée la fin du mois dernier, intervient dans le cadre des directives et des mesures prises par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche visant le contrôle régulier de la santé du cheptel et la lutte contre cette maladie, a indiqué dans une déclaration à l'APS, M. Mourad Benameur. Vingt-sept (27) médecins vétérinaires du secteur privé ont été mo-

bilisés pour cette campagne de deux mois, a fait savoir le même responsable relevant qu'aucun cas de fièvre aphteuse n'a été signalé jusqu'à présent parmi le cheptel de la wilaya. La campagne de vaccination qui devra se poursuivre jusqu'à la fin du mois de juin prochain, pour toucher l'ensemble du cheptel bovin à travers la wilaya, mobilise 40 000 doses de vaccins a-t-on souligné

faisant part de la multiplication des actions de sensibilisation auprès des éleveurs pour les inciter à faire vacciner leurs bovins et à déclarer tout cas suspect. Par ailleurs, ce même nombre de têtes bovines (plus de 13.000), ajoute la même source, a été également vacciné contre la rage, une infection virale grave, hautement transmissible de l'animal à l'être humain.

OUARGLA

Mise en avant de l'approche participative pour répondre aux préoccupations des consommateurs

Le président de l'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), Mustapha Zebdi, a mis en avant samedi à Ouargla, l'approche participative adoptée par son organisation pour répondre aux préoccupations des consommateurs. S'exprimant lors de l'ouverture des travaux du premier colloque régional sur l'opérateur public Algérie Télécom (AT) et la protection du consommateur, placé sous le slogan "Un partenariat pour un meilleur service", M. Zebdi a souligné que "la stratégie de l'APOCE repose sur une approche

participative avec tous les acteurs et parties prenantes concernées, afin d'écouter les attentes des consommateurs et d'y répondre efficacement, grâce à l'ouverture de canaux de communication et un dialogue constructif", tout en saluant le succès du premier partenariat avec le Groupe Sonelgaz. Cette rencontre a permis aux représentants de l'APOCE dans les wilayas du Sud d'exprimer les préoccupations des citoyens concernant les services fournis par AT, a-t-il ajouté. De leur côté, des cadres dirigeants de l'opérateur public ont répondu aux différentes

interrogations, dont celles liées aux interruptions de service et aux problèmes de couverture réseau. Ils ont saisi cette occasion pour réaffirmer l'engagement de l'entreprise à améliorer la qualité de ses services, à étendre la couverture de la fibre optique, et à proposer de nouvelles offres. La rencontre a également été marquée par la projection de documentaires présentant les réalisations d'AT ainsi que les missions de l'APOCE, notamment en matière de sensibilisation aux droits et devoirs des consommateurs et d'amélioration des ser-

vices publics, à travers des enquêtes d'opinion périodiques menées en collaboration avec les associations locales. Elle s'est conclue par plusieurs recommandations visant à renforcer la transformation numérique et à apporter des solutions rapides et proactives aux problèmes techniques récurrents. Organisé en présence des cadres centraux et locaux d'AT, ce colloque s'inscrit dans une série d'initiatives similaires destinées à contribuer à l'amélioration de la qualité des services clients et à s'adapter aux enjeux de la digitalisation, selon les organisateurs.

Se réappropriier le cours du monde : progresser dans l’interdépendance

Une réappropriation du cours des choses suppose une disponibilité au monde, une insertion appropriée de lui en nous et de nous en lui, nous permettant de bien aller avec. Cela suppose de nouveaux rapports entre la société et sa diaspora et par-delà entre la société et le monde, et dans la société, entre le public et le privé d’une part, le travail, le savoir et la richesse d’autre part, faisant que les forces du monde passent dans celles de la société.

4^e partie

DERGUINI Arezki (*)

Il semble être le statut de la loi chez les Chinois : il n’y a pas de vérité générale, de loi constante, pour eux, il n’y a de constant que le changement. Ainsi pour la philosophie chinoise[6], dans toute chose se trouve une propension à changer, à se transformer, jusqu’à s’inverser en son contraire. La dialectique chinoise à la différence de la dialectique occidentale met le constant dans le variable et le variable dans le constant, le mort dans le vif et le vif dans le mort, tout est question de degré et de moment. La discontinuité est dans la continuité. Ainsi de la mutation. Pour que la vérité d’un contexte devienne celle d’un autre contexte, c’est-à-dire une constante pour l’action, il faudra qu’elle trouve dans le nouveau contexte ce qui la confirme comme outil pertinent pour aboutir à l’usage, à la fonction, qui lui est prêtée et demandée.

La famille, agence de socialisation

C’est la dialectique de la nature, de la société et de la famille que le jacobinisme a refusée. La séparation de la nature et de la société a conduit les sciences sociales à ne vouloir expliquer les faits sociaux que par les faits sociaux (Émile Durkheim) et à exclure les rapports de complémentarité et de substitution entre nature et société au sein de la famille. Pour Bernard Chavaix il existe une structure humaine profonde qui serait le fruit d’une évolution biologique, cachée par la culture cumulative. Il soutient « qu’il existe une structure sociale spécifiquement humaine – pour les mêmes raisons qu’il existe, par exemple, une structure sociale de type chimpanzé –, que cette structure est le reflet de la biologie humaine et qu’on peut, grâce à l’étude des primates, reconstituer les grandes étapes de son évolution biologique. Cela signifie que toutes les sociétés humaines, passées et présentes, constitueraient autant de versions culturelles distinctes de cette structure sociale unitaire ancrée dans la nature humaine. ... La société humaine serait donc, dans une perspective évolutionnaire, née du lien conjugal et fondée sur les liens de sang. »[7] Et qu’« un phénomène unique à l’espèce humaine, la culture dite cumulative, permet d’expliquer pourquoi notre espèce est la seule dont le système social unitaire est invisible : il serait enfoui sous la multitude des formes culturelles qu’il a engendrées. »[8] Si l’on suppose la nature et la culture dans un rapport de substitution complémentaire, plutôt qu’une culture ancrée dans la nature qui préserverait une certaine dichotomie, on dira que cette structure serait moins cachée que brouillée, moins profonde et pure qu’hybride, car transformée par la culture humaine cumulative, la société se substituant à la nature, la complétant et la transformant. C’est cette volonté de dominer la nature, de faire produire un individu par la famille qui soit celui que la société désire,

jusqu’à dissoudre la famille dans la société marchande et libérer l’individu de son attache familiale, que réalise, quand il ne le poursuit pas sciemment, le processus de socialisation étatique en accordant le monopole de la loyauté à l’État. Sans être libérale, la société reprend l’idéal marchand capitaliste : faire produire un individu entièrement compris par la société marchande, sans médiation : des familles pour les capitalistes pour transmettre le capital, des individus dépendants (des sujets) pour être des travailleurs et des consommateurs. Selon le sociologue et le psychanalyste Erich Fromm, sur lequel s’appuie le sociologue français Bernard Lahire, « la famille est le maillon intermédiaire à travers lequel la société ou la classe imprime à l’enfant, et par là même à l’adulte, la structure qui lui correspond et qui lui est spécifique : la famille est l’agence psychologique de la société[9] ». Fromm dit ailleurs, à propos des sociétés de classes, que « la famille est le moyen, l’intermédiaire par lequel la société, en l’occurrence la classe, imprègne l’enfant de cette structure spécifique qui lui correspond, et façonne ainsi l’adulte[10] ». Bernard Lahire veut être plus précis, il sociologise davantage : « il faudrait dire que la famille a toujours été la première agence socialisatrice de reproduction de la société et qu’elle conditionne le type d’expériences que peuvent vivre les enfants dans les différentes autres « agences » qu’ils auront à fréquenter tout au long de leur vie (dans nos sociétés, l’école, l’institution religieuse, l’association culturelle, le club sportif, le milieu professionnel, le parti politique, le syndicat, etc.). Il manque cependant à l’explication de Fromm deux choses : 1) une précision sur les rapports de dépendance-dominance universels qui s’instaurent dans les rapports intra-familiaux humains et impriment leur marque sur l’ensemble des autres rapports sociaux, et 2) une perspective dynamique qui rend compte du fait que, plus les différentes sphères d’activité s’autonomisent par rapport à la sphère familiale, plus elles affirment leur puissance propre, et plus la famille devient une agence socialisatrice, c’est-à-dire un relais, au service de la reproduction des rapports sociaux de dépendance-dominance dont les modalités se définissent au sein des autres domaines (loi de l’isomorphisme des domaines. Concernant ce second point, Marx et Engels avaient déjà parfaitement saisi la logique de mise sous tutelle progressive de la famille (quelle qu’en soit la forme), pourtant à la fois première historiquement dans l’ordre des matrices sociales, et omniprésente dans toutes les sociétés humaines ». [11] Le biais qui marque les approches qui mettent insuffisamment en cause la séparation dichotomique de la nature et de la société, c’est la supposition que le processus de socialisation à une origine, une origine biologique. Nature et société ne sont jamais séparées. Le processus de socialisation n’a pas une origine, il alterne les rapports de détermination entre ses trois éléments (l’individu, la famille et la société).

Une société qui ne sait plus quel individu faire faire à la famille, met l’individu et sa famille au démarrage du processus de socialisation comme le montre la théorie wébérienne du charisme. Le processus de socialisation reprend à partir de l’individu et de la famille. Ainsi s’est formée la féodalité qui a différencié à un bout des familles nobles et à un autre des sans famille. Une hiérarchie sociale est établie par le processus de différenciation sociale au sein des familles et entre les familles. Avec l’industrialisation, la société (certaines familles) a besoin d’un certain individu, d’une certaine famille, le processus de socialisation et le rapport de détermination entre la société et l’individu s’inversent globalement. Les agences non familiales de socialisation se multiplient et s’imposent à l’agence familiale. À partir de la région, les familles qui ont été laminées par les processus de socialisation étatique peuvent être reconstruites à condition que l’on rétablisse dans le processus de socialisation une certaine parité entre les différents éléments que sont l’individu, la famille et la société. En laminant la famille, le processus de socialisation détruit ses conditions de reproduction en se privant de l’agence de base de la socialisation. La société se mettant dans l’incapacité d’obtenir de la famille l’individu dont elle a besoin pour sa reproduction, ayant privilégié la fabrication de consommateurs (individuels) et ne produisant plus de travailleurs. Le vieillissement de la population qui en résulte par ailleurs n’est peut-être une inquiétude que pour une partie de la société, les travailleurs, qui se rendent compte de ce qu’ils ont perdu. Une autre inquiétude, moins psychologique, qui ne rentre pas publiquement en ligne de compte par ce qu’elle ne concerne que les propriétaires, réside dans l’avenir des rapports du travail et du capital, des propriétaires aux travailleurs importés. Cette situation fait penser à la situation coloniale transposée en métropole et à des pays comme les EAU et correspond à ce qu’on a appelé le processus de brutalisation de l’impérialisation, des rapports de vassalisation. Dans les riches sociétés occidentales menacées de récession, affectées par un vieillissement de la population active, la disparition de la famille et l’importation de main-d’œuvre étrangère résonnent de manière particulière. Dans les sociétés à revenu intermédiaire, la consommation individuelle a toujours besoin de la famille : l’accès à la consommation ne peut être complètement individuel, le couple de-

vient l’agence principale de la consommation collective. Pour accéder au logement, le consommateur doit se mettre en couple. De plus, le chômage des jeunes ne libérant pas le couple de ses enfants, le processus d’individualisation de la consommation ne parviendra pas à séparer les individus, les parents et les enfants. La famille ne pourra pas être davantage qu’une agence de consommation n’ayant pas réussi à produire des travailleurs. On se trouve globalement dans la situation suivante : la société s’est substituée aux enfants pour assurer la retraite des parents, mais pas aux parents pour prendre charge la formation et l’emploi des enfants. La famille subsiste, mais dans l’échec. C’est cette famille que le processus de socialisation devra reprendre pour la préserver de la dégradation. Le cours de l’accumulation mondiale est allé à contre-courant de celui d’une accumulation locale : le procès d’individualisation de la consommation que tend à imposer l’offre mondiale excédentaire s’est fait aux dépens d’une transformation vertueuse de la consommation collective en consommation individuelle, de l’économie domestique en économie marchande. Il s’est fait au détriment d’un arbitrage autonome entre la consommation locale et l’investissement, en défaveur d’une inscription positive de la production dans les chaînes de valeur mondiales. Il a faussé l’arbitrage de la répartition du revenu entre consommation et investissement et a dissocié le revenu de la puissance productive. La transformation de la consommation collective en consommation privée et individuelle n’est pas le résultat de l’accumulation du capital, du développement de la puissance productive. Le procès d’individualisation de la consommation reste au service d’une accumulation mondiale aux dépens d’une accumulation locale. Le cercle vertueux de la consommation et de la production nationales est empêché, il n’y a pas de dynamique d’accumulation, pas de cercle vertueux entre le procès d’individualisation de la consommation à l’échelle mondiale, la production et le procès d’individualisation de la consommation à l’échelle locale. Nous consommons ce que nous produisons au travers des chaînes de valeur mondiales, autrement dit, notre capital naturel et humain. On ne pourra pas sans un milieu social encourageant une certaine famille établir le bon rapport entre consommation et investissement, entre consommation individuelle et consommation collective.

(A suivre)

Notes

[6] Par philosophie on entendra le mot et non la chose occidentale : amour de la sagesse et non philosophie à l’image de la civilisation occidentale.
[7] Bernard Chapais. Liens de sang. Aux origines biologiques de la société humaine. Les éditions du Boreal. 2015.
[8] Ibid.
[9] FROMM Erich 1973, La Crise de la psychanalyse. Essais sur Freud, Marx et la psychologie sociale, trad. Jean-René Ladmiral, Denoël-Gonthier, Paris.
[10] 1989 [1932], « Méthode et tâche d’une psychosociologie analytique », Hermès, no 5-6 : 301-313.
[11] Bernard Lahire. Les structures fondamentales des sociétés humaines. La Découverte. Sciences sociales du vivant. Paris. 2023.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

FONDS ARABE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Le FADES réaffirme son soutien aux projets tunisiens

Le ministre de l'Économie et de la Planification, M. Samir Abdelhafidh, a rencontré, vendredi 23 mai 2025, M. Bader Mohamed Al-Saad, directeur général et président du conseil d'administration du Fonds arabe pour le développement économique et social, accompagné de sa délégation, actuellement en visite de travail en Tunisie. M. Samir Abdelhafidh a salué, à cette occasion, l'ancienneté et la solidité des relations bilatérales, soulignant que le Fonds constitue un partenaire de premier plan pour le développement économique et social en Tunisie, au regard de ses contributions significatives au financement de nombreux projets à fort impact positif. Le ministre a réaffirmé la volonté du gouvernement tunisien de renforcer davantage cette coopération fructueuse, notamment dans les domaines prioritaires des programmes et politiques de développement du pays, tels que le développement humain, les infrastructures, les ressources en eau et les énergies alternatives. De son côté, M. Bader Mohamed Al-Saad s'est dit satisfait du niveau de coopération existant avec la Tunisie, exprimant la volonté du Fonds de mettre en place un cadre de coopération stratégique définissant les domaines et priorités susceptibles de constituer une base solide pour une collaboration accrue à l'avenir. Il a présenté les orientations actuelles du Fonds, qui portent principalement sur le développement des infrastructures, de l'accès à l'eau, de l'économie verte, ainsi que sur l'ouverture au secteur privé. Il a également exprimé la disposition du Fonds à examiner les projets proposés par la Tunisie et à mobiliser les soutiens nécessaires pour leur réalisation et l'atteinte des objectifs escomptés.

AVEC DES EMPLOIS, DES EXPORTATIONS ET UN ACCÈS AUX MARCHÉS MONDIAUX RECORDS

Les Émirats arabes unis accélèrent leur croissance industrielle

Les Émirats arabes unis ont inauguré la quatrième édition de « Makeit in the Emirates », leur plateforme industrielle phare, marquant ainsi une avancée majeure dans leur ambition de devenir l'une des principales économies mondiales axées sur la fabrication et la technologie.

Placé sous le thème « Industries de pointe. Accélérées », cet événement de quatre jours a réuni plus de 700 exposants et plus de 50 000 participants inscrits, dévoilant une série d'investissements et d'accords stratégiques visant à renforcer la compétitivité industrielle des Émirats arabes unis dans le cadre de la Stratégie nationale pour l'industrie et les technologies de pointe. Dans son discours d'ouverture, Son Excellence le Dr Sultan Al Jaber, ministre de l'Industrie et des Technologies de pointe, a réaffirmé l'engagement des Émirats arabes unis à bâtir des industries de demain ancrées dans la résilience, l'innovation et la compétitivité mondiale. « Grâce à la clairvoyance de nos dirigeants, nous bâtissons une économie inclusive, diversifiée et durable. L'avenir est 'Made in the Emirates' », a déclaré S.E. le Dr Al Jaber. Makeit in the Emirates 2025 s'appuie sur

plus de 45,8 milliards de dollars d'accords d'achat confirmés portant sur plus de 4 800 produits dans 12 secteurs prioritaires, dont l'aérospatial, les énergies propres, l'agrotechnologie et l'électronique de pointe. Il marque également le lancement d'un fonds de croissance émirien de 272 millions de dollars destiné à soutenir l'expansion industrielle axée sur les technologies et les PME, ainsi que sur 4,08 milliards de dollars de financements compétitifs octroyés par les principales banques des Émirats arabes unis. L'édition 2025 s'inscrit dans un contexte de demande mondiale croissante pour une production de haute technologie, durable et localisée. Depuis son lancement en 2021, Makeit in the Emirates est devenu un moteur essentiel de la transformation industrielle des Émirats arabes unis. Les exportations industrielles ont atteint 53,7 milliards de dol-

lars en 2024, soit une augmentation de 68 % par rapport à 2020, tandis que la contribution du secteur au PIB a atteint 57,3 milliards de dollars. Grâce au programme national de valeur ajoutée (ICV), plus de 94,5 milliards de dollars ont été réinjectés dans l'économie nationale, créant plus de 22 000 emplois dans le secteur privé pour les Émiratis. Parallèlement, le commerce extérieur des Émirats arabes unis a dépassé 1 360 milliards de dollars l'année dernière, renforçant le rôle croissant du pays en tant que plaque tournante stratégique reliant les marchés mondiaux. Makeit in the Emirates 2025 est l'édition la plus complète de la plateforme à ce jour. Il offre aux investisseurs et aux fabricants du monde entier une porte d'entrée directe vers l'une des économies les plus stratégiquement positionnées et les plus tournées vers l'avenir au monde.

RASSURÉE DE L'INFLATION

La Banque centrale de l'Égypte réduit ses taux d'intérêt

La BCE a baissé son taux d'intérêt pour la deuxième fois consécutive, signe de de l'assouplissement des pressions inflationnistes. La Banque Centrale d'Égypte (BCE) a réduit ses taux d'intérêt directeurs de 1%, ce qui est un signe de stabilisation du taux d'inflation. Le taux sur les dépôts a un jour est passé à 24 %, tandis que le taux des prêts a été réduit à 25 %, lors de la troisième réunion en 2025, selon un communiqué diffusé jeudi 22 mai. Dans un communiqué officiel, le comité monétaire prévoit

que la tendance à la baisse de l'inflation continue pour le reste de l'année. La BCE doit prendre en considération les besoins de croissance et de l'emploi, qui exigent des taux d'intérêt plus bas. « La baisse du taux directeur trouve un équilibre délicat entre les risques externes (tensions régionales et prix des matières premières) et les objectifs du cycle d'assouplissement monétaire ». La BCE avait baissé son taux d'intérêt le 18 avril de 2,25 % pour la première fois en plus de quatre ans. Cette décision s'inscrit dans le cadre des efforts visant à maîtriser l'infla-

tion, qui a légèrement augmenté à 13,5% en avril 2025, contre 13,1% un mois auparavant. Malgré ces améliorations, l'inflation reste nettement supérieure au taux cible de la banque de 7% (±2 points de pourcentage), le pourcentage que le gouvernement vise à atteindre durant le quatrième trimestre de 2026. Cette décision intervient dans un contexte particulier, alors que la révision de la cinquième tranche du Fonds Monétaire International (FMI) est en cours. Ce programme, contre un prêt de 8 milliards de dollars, pré-

voit l'engagement du pays à éliminer progressivement les subventions sur les carburants d'ici décembre 2025 et à maintenir flexible le taux de change du dollar. Ces deux conditions pourraient maintenir des pressions inflationnistes à court terme. A savoir que les taux d'intérêt sur la dette publique sont toujours élevés, malgré la baisse des taux directeurs. Par exemple, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à échéance de trois mois a été de 28,9%, selon les chiffres de la dernière mise aux enchères publiés par la BCE.

MAURITANIE

Lancement du Forum pour l'autonomisation des femmes au Maghreb arabe

La Première Dame, MarièmeFadhelDah a supervisé, lundi à Nouakchott, le lancement du Forum de haut niveau sur l'autonomisation des femmes dans les pays du Maghreb, organisé par le ministère de l'Action sociale, de l'Enfance et de la Famille, en coopération avec l'Organisation des femmes arabes. Au début de l'ouverture du forum, un bouclier honorifique a été présenté par l'Organisation des femmes arabes à la

Première Dame, membre du Conseil suprême de l'Organisation des femmes arabes. La cérémonie a porté sur la présentation d'un documentaire sur les femmes arabes et leur participation à l'amélioration du statut de la femme, au rêve arabe commun et au processus d'autonomisation, en plus d'une courte projection montrant les réalisations les plus marquantes des femmes mauritaniennes dans divers domaines.

Dans un discours prononcé à cette occasion, la Première Dame a indiqué que "le choix de l'autonomisation des femmes maghrébines comme slogan de ce forum, en ce moment sensible, reflète une profonde prise de conscience de la nécessité de renforcer le rôle des femmes arabes dans le processus de développement, "les femmes dans notre région ont prouvé, au fil des générations, leur compétence et leur contribution remarquables dans

tous les domaines : de la lutte pour la libération à la construction nationale, et nous croyons que l'autonomisation des femmes n'est pas un luxe intellectuel, mais plutôt une nécessité humanitaire dictée par la justice, et imposée par les exigences du développement durable dans les domaines économique et social, autrement dit, une condition sine qua non pour arriver à une société prospère et inclusive", dit - elle.

BAD

Des Assemblées Annuelles 2025 stratégiques pour un nouveau départ

Les Assemblées Annuelles 2025 de la Banque Africaine de Développement (BAD), prévues du 27 au 31 mai à Abidjan, réunissent les représentants des 81 pays membres. Elles seront marquées par l’élection du successeur d’Akinwumi Adesina, président sortant après deux mandats (2015-2025).

Ces assises se déroulent dans un contexte mondial complexe, où les priorités économiques et géopolitiques se redéfinissent, imposant à la BAD de relever des défis cruciaux pour le développement de l’Afrique. C’est le moment de revenir sur le bilan d’Adesina, les candidats à sa succession, et les missions futures de la BAD dans un environnement global en mutation. Lorsqu’Akinwumi Adesina prend les rênes de la BAD en 2015, l’institution est déjà un acteur clé du financement du développement africain. Cependant, sous sa présidence, elle connaît une transformation profonde, consolidant son rôle de moteur du développement continental. Adesina a su amplifier la voix de l’Afrique dans la finance mondiale, comme il l’a souligné dans un entretien exclusif : « La BAD a considérablement amplifié la voix de l’Afrique dans l’environnement financier mondial. » L’un des faits marquants de son mandat est l’augmentation spectaculaire du capital autorisé de la BAD, passant de 93 milliards de dollars en 2015 à 318 milliards en 2024. Cette hausse, soutenue par des actionnaires régionaux et non régionaux (comme la France, bien que les États-Unis aient été plus réticents), a renforcé la capacité d’intervention de l’institution. Cette solidité financière, illustrée par une note de crédit AAA maintenue, a permis à la BAD d’émettre des obligations durables, comme celle de 2 milliards de dollars en janvier 2024.

Adesina a structuré son action autour de cinq priorités stratégiques, les « High Five » : éclairer et alimenter l’Afrique en énergie, nourrir l’Afrique, industrialiser l’Afrique, intégrer l’Afrique, et améliorer la qualité de vie des Africains. Les Assemblées Annuelles 2025 interviennent dans un contexte géopolitique et économique tendu, marqué par des tensions protectionnistes, des crises climatiques, et des bouleversements dans les relations internationales. Le futur président de la BAD devra relever plusieurs défis majeurs. Malgré les progrès, environ 700 millions d’Africains vivent encore dans la précarité, principalement en zones rurales. La BAD devra intensifier ses efforts pour réduire la pauvreté, en s’appuyant sur des projets inclusifs et des investissements dans l’éducation et la santé. Aussi l’Afrique, bien qu’émettant peu de gaz à effet de serre, subit de plein fouet les conséquences du changement climatique (inondations, sécheresses, etc.). Le Mécanisme Africain de Stabilité Financière (AFSM), lancé en février 2025, vise à renforcer la résilience face aux crises économiques et climatiques en offrant des solutions de refinancement de la dette. La BAD devra également promouvoir les énergies renouvelables, comme les parcs solaires en Afrique de l’Est. La diversification, tant interne qu’externe, est une priorité. En interne, la BAD peut soutenir la construction d’un marché africain unifié, notamment via la Zone de Li-

bre-Échange Continentale Africaine (ZLE-CAF). Externellement, elle devra redéfinir ses partenariats pour réduire la dépendance à l’égard des investisseurs traditionnels, dans un contexte où des politiques protectionnistes, comme celles de l’administration Trump, menacent les flux d’investissement. Enfin, les actionnaires non africains, détenant 40 % du capital, jouent un rôle clé dans les décisions de la BAD. Le prochain président devra naviguer dans un environnement où les priorités des grandes puissances (États-Unis, Europe, Chine) divergent, tout en renforçant l’autonomie financière de l’Afrique. La réforme de l’architecture financière mondiale, défendue par Adesina, reste un objectif central pour mobiliser plus de ressources. Les Assemblées Annuelles 2025 de la BAD marqueront la fin d’une ère avec le départ d’Akinwumi Adesina, dont le bilan a transformé l’institution en un acteur incontournable du développement africain. L’élection de son successeur, parmi cinq candidats aux visions complémentaires, déterminera la capacité de la BAD à rester un catalyseur de progrès dans un monde en pleine redéfinition. Les défis à venir – lutte contre la pauvreté, résilience climatique, diversification économique, et navigation géopolitique – exigeront une BAD agile, inclusive, et innovante. Comme l’a déclaré Adesina, « le développement de l’Afrique passe aussi par les Africains eux-mêmes. »

SOUS FORME BRUTE

Le Burkina Faso autorise à nouveau l’exportation d’anacardes

Le Burkina Faso a annoncé la levée de la suspension des exportations de noix de cajou brute, en vigueur depuis le 28 mars 2025. Cette décision officialisée le 20 mai dans un communiqué conjoint des ministères de

l’Industrie, de l’Agriculture et de l’Économie, intervient après une amélioration notable de l’approvisionnement des unités de transformation nationales. Initialement, l’interdiction visait à garantir aux industriels locaux un

accès suffisant à la matière première, en limitant la sortie de la noix brute du pays. Selon les autorités, les usines ont désormais été suffisamment approvisionnées, et les commerçants se sont engagés à maintenir cet approvi-

sionnement. Le gouvernement burkinabé précise toutefois qu’il se réserve le droit de réinstaurer la suspension si les besoins nationaux en noix brutes venaient à ne plus être assurés à l’avenir, afin de protéger la filière locale.

POUR RENFORCER L’IRRIGATION AGRICOLE D’ICI 2034

Le Mali veut mobiliser 573 millions \$

Au Mali, comme dans d’autres pays du Sahel, l’irrigation agricole est identifiée comme un levier permettant d’affranchir le secteur agricole de la vulnérabilité liée à la sécheresse. Dans le pays, le gouvernement souhaite consolider ses progrès dans ce domaine. Le gouvernement malien a besoin d’une enveloppe de 333,3 milliards de francs CFA (573,4 millions \$) pour la mise en œuvre de la deuxième phase du Programme national d’Irrigation de Proximité (PNIP) sur la période 2025-2034. L’information a été révélée mercredi 21 mai en conseil des ministres. Selon les autorités, cette enveloppe sera mobilisée non seulement auprès de l’État, mais aussi des entreprises agricoles, des communautés bénéficiaires et des partenaires techniques et financiers. Si, pour

l’heure, les détails concernant les objectifs et les zones d’intervention n’ont pas encore été révélés, la deuxième phase du PNIP devrait s’inscrire dans la continuité et viser à compléter les objectifs inachevés de la première phase. « Depuis son adoption en 2012, le PNIP n’est parvenu qu’à aménager et équiper 66 031 hectares sur un objectif initial de 126 000 hectares, soit un taux de réalisation de 52,4 % », peut-on lire dans le communiqué du Conseil des ministres. Il convient de noter que les interventions prévues dans le cadre du PNIP portent sur l’aménagement de bas-fonds, la submersion contrôlée le long des grands cours d’eau, l’aménagement de petits périmètres irrigués villageois et de périmètres maraîchers, l’installation de petits barrages, la mise en place de systèmes de cultures de décrue dans les

lacs et les mares des zones lacustres, ainsi que l’installation d’ouvrages de rétention d’eau dans les oueds et les oasis sur l’ensemble du territoire. Globalement, l’annonce de la deuxième phase du PNIP devrait contribuer à soutenir les récents engagements pris par le Mali au cours du « Forum Dakar+10 » en faveur de l’intensification de l’irrigation agricole pour réduire sa vulnérabilité face à la sécheresse, même si le chemin reste encore long pour y parvenir. Selon les données officielles, le Mali dispose de 2,2 millions d’hectares de terres cultivables propices à l’irrigation, dont plus de 1,8 million d’hectares dans la seule vallée du fleuve Niger. Les données compilées par la FAO suggèrent que seulement 380 000 hectares étaient équipés pour l’irrigation en 2022.

ZIMBABWE

La BAD approuve un don de 10,12 millions \$ pour stimuler la production agricole

Le Conseil d’administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé un don de 10,12 millions de dollars du Fonds africain de développement pour stimuler la production agricole durable et renforcer la résilience rurale dans les régions exposées à la sécheresse. Le projet devrait bénéficier directement à 7 000 éleveurs et 42 000 petits exploitants agricoles au Zimbabwe. Le Fonds africain de développement est le guichet de prêts à taux concessionnels du Groupe de la Banque, qui soutient les pays les plus vulnérables du continent. Le Projet d’amélioration de la chaîne de valeur agricole et des moyens de subsistance au Zimbabwe (AVCLEP) permettra d’améliorer la production et la productivité durables des cultures et de l’élevage, d’améliorer l’accès au marché des produits agricoles et de renforcer l’intégration de la chaîne de valeur pour les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) du secteur agricole au Zimbabwe. Le projet sera mis en œuvre dans trois provinces : Matabeleland South, Masvingo et Bulawayo Metropolitan Province. Il cible les zones à forte population animale vulnérables aux conditions climatiques difficiles. Le Zimbabwe est confronté à une instabilité macroéconomique récurrente et aux effets du changement climatique, notamment les inondations, les sécheresses et les tempêtes tropicales, qui affectent les populations rurales les plus vulnérables. « Cet investissement représente une intervention cruciale pour renforcer la résilience climatique et améliorer la sécurité alimentaire dans les communautés agricoles les plus vulnérables du Zimbabwe », a déclaré Moono-Mupotola, directrice générale adjointe du Groupe de la Banque pour l’Afrique australe et cheffe du bureau pays pour le Zimbabwe. « En réhabilitant les infrastructures existantes et en introduisant des pratiques agricoles intelligentes face au climat, le projet transformera les moyens de subsistance dans des zones historiquement touchées par la sécheresse et souffrant d’un accès limité aux ressources en eau. » Ce projet est principalement axé sur l’amélioration de la productivité agricole climato-intelligente et de la chaîne de valeur, ce qui comprend la réhabilitation de bassins de trempage, le développement de forages alimentés par l’énergie solaire et le soutien aux chaînes de valeur des cultures et de l’élevage afin d’améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il vise également à renforcer les moyens de subsistance et la résilience des communautés rurales face au changement climatique, afin de soutenir l’aménagement intégré du territoire, la restauration des paysages et la gestion des bassins versants pour améliorer la sécurité hydrique.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Trump perd patience avec l’UE

La semaine a été volatile pour les places financières, dans le sillage de la dégradation de la note souveraine des Etats-Unis vendredi dernier, d'une piètre adjudication de bons du Trésor à 20 ans mercredi et des craintes au sujet de la situation budgétaire américaine. Dernier élément en date et non des moindres, la menace de Donald Trump d'une taxation de 50% des produits européens à compter du 1er juin.

Les grands indices ont corrigé et la volatilité devrait perdurer, d'autant plus avec une actualité macroéconomique beaucoup plus fournie la semaine prochaine.

Tops / Flops de la semaine

Tops
D-Wave Quantum +53,47 % : L'américain D-Wave lance officiellement son nouveau système d'informatique quantique, Advantage2. Doté du dernier processeur développé par la firme, ce système est accessible via le cloud ou en déploiement sur site.
Renk +13,98 % : la valeur de défense allemande continue de bénéficier des tensions géopolitiques et des perspectives de l'augmentation du budget allemand. Cette semaine, Berenberg et Deutsche Bank ont aussi relevé leur objectif de cours sur la valeur.
Snowflake +9,27 % : Le spécialiste du cloud a publié des résultats trimestriels supérieurs aux attentes. Fort de cette performance, Snowflake relève ses prévisions de chiffre d'affaires pour l'exercice 2025.
Ryanair +6 % : la compagnie aérienne a annoncé des résultats annuels en baisse de 16%. Mais l'entreprise a fait état d'une forte demande pour l'été 2025. Un message rassurant alors que les investisseurs s'inquiètent d'un ralentissement du secteur.
Orange +4,75 % : l'opérateur profite des rumeurs de consolidation dans le secteur des télécoms. Selon une information de Bloomberg, Altice France souhaiterait céder sa participation majoritaire dans SFR.

Flops
Les énergies renouvelables (Vestas, Enphase, First Solar) -21,35 % : L'administration Trump poursuit sa politique hostile aux énergies renouvelables. Le dernier projet de loi fiscale adopté supprime plusieurs crédits d'impôts essentiels au secteur.
Le luxe (Hermès, LVMH, Kering) -8,17 % : Les données de consommation chinoise pour le mois d'avril ont déçu, en dessous des anticipations. De quoi raviver les doutes autour d'un secteur du luxe déjà sous pression.
Fair Isaac -23,05 % : Bill Pulte, directeur de l'Agence fédérale du financement du logement, a remis en question l'usage des scores de crédit FICO. Il a évoqué un possible passage des scores tri-fusion (issus des trois grands bureaux de crédit) à des scores bi-fusion, une évolution qui pourrait réduire la place de FICO dans le processus de souscription hypothécaire.
Phillips 66 -10,02 % :Le fonds activiste Elliott Investment Management a obtenu deux sièges au conseil d'administration de Phillips 66, marquant une victoire dans ce qui s'annonce comme la plus grande bataille de gouvernance d'entreprise aux États-Unis cette année.
Julius Bär -7,54 % : le groupe enregistre une charge de 130 millions de francs suisses dans ses comptes, liée à des défauts sur des prêts privés et hypothécaires. Une annonce qui ravive les interrogations sur la qualité du book de crédit de la banque privée suisse.

Target Corporation -4,35 % : le géant américain de la distribution a dévoilé des résultats décevants, pénalisés par une baisse de confiance des consommateurs dans un contexte économique incertain. À noter : 30 % des produits vendus par Target sont importés de Chine, un facteur qui accroît sa vulnérabilité face aux tensions commerciales.

Matières premières

Energie : Les marchés pétroliers naviguent à vue, ballotés entre les tensions géopolitiques et les craintes de surabondance de l'offre. Côté pile, les tensions géopolitiques sont montées d'un cran, avec les rumeurs d'une possible attaque israélienne contre des installations nucléaires iraniennes, ce qui pourrait bouleverser les approvisionnements en pétrole de la région. Côté face, l'OPEP+ envisagerait de maintenir son cap en matière d'augmentation de sa production. Une augmentation similaire à celle des mois précédents, à hauteur de 411 000 barils par jour, serait en discussion pour le mois de juillet. Cette stratégie vise à protéger les parts de marché du cartel plutôt qu'à soutenir les prix. Cette hausse de la production intervient alors que les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie indiquent un risque de surabondance de l'offre, couplée à une croissance de la demande inférieure aux attentes. Enfin, il y a l'inconnu de l'équation : les négociations nucléaires entre les États-Unis et l'Iran. Bien qu'au point mort, elles pourraient fortement peser ou soutenir les prix du brut. Le Brent s'échange en baisse à 64 USD tandis que le WTI se négocie autour de 60,80 USD.
Métaux : Le cuivre reste orienté à la hausse à Londres, où il s'échange autour de 9500 USD (pour son prix spot). Cette montée est en partie due à un dollar affaibli, rendant les matières premières libellées en dollars plus attractives pour les acheteurs utilisant d'autres devises. Malgré cet effet devise, le marché du cuivre reste sous pression en raison de l'incertitude autour des droits de douane entre les États-Unis et la Chine. Même si une pause de 90 jours a été convenue entre les deux puissances pour réduire certains tarifs, l'avenir est incertain au-delà de cette trêve. L'or a pour sa part enregistré une de ses meilleures performances hebdomadaires depuis plus d'un mois. L'once d'or a atteint 3345 USD cette semaine, soit une hausse d'environ 3%. Deux principaux facteurs ont favorisé cette progression : la baisse du dollar, comme souligné précédemment, les menaces tarifaires de Trump contre l'Europe et les craintes grandissantes concernant la situation budgétaire des États-Unis. Ces éléments ont renforcé l'attrait de l'or en tant que valeur refuge, particulièrement en période d'incertitude économique et géopolitique
Produits agricoles : Les prix des futures sur le blé à Chicago ont atteint leur niveau le plus élevé en un mois (542 cents le boisseau), soutenus par un dollar affaibli et une révision à la baisse des perspectives de ré-

coltes aux États-Unis. Les cours du maïs ont également progressé, atteignant leur plus haut niveau en deux semaines (462 cents le boisseau).

Macroéconomie

Ambiance: Les nuages noirs reviennent. Alors que l'annonce de négociations entre les principaux partenaires commerciaux des États-Unis a permis aux bourses mondiales de reprendre l'ascendant, Donald Trump vient de remettre une pièce dans la machine de sa guerre commerciale en menaçant tour à tour l'Union européenne et Apple de droits de douane prohibitifs. Pas de chance pour les investisseurs qui avaient déjà un caillou dans la chaussure avec les obligations d'états. Cette semaine aura en effet été marquée par la difficulté rencontrée à placer de la dette à long terme. Ça ne se bouscule pas au portillon, ce qui pousse les rendements à la hausse. Le 20 ans américain vient ainsi de toucher les 5%. Les Etats-Unis ne sont pourtant pas un cas isolé, la tension étant palpable sur l'ensemble des pays développés. Le marché tire ainsi la sonnette d'alarme alors même que le plan de réductions fiscales, qui viendra mécaniquement gonfler la dette dans un premier temps, vient d'être validé par le Congrès et transmis au Sénat.

Crypto : Cette semaine, le bitcoin a marqué un nouveau sommet à presque 112 000 dollars. Les espoirs d'une régulation plus favorable au secteur, nés du retour à la Maison Blanche de Donald Trump, prennent forme au Congrès. Lundi, le Sénat a présenté un projet de loi pour encadrer les stablecoins, donnant un cadre juridique aux cryptomonnaies indexées sur le dollar, comme l'USDC ou l'USDT. Autre élément porteur, JPMorgan, longtemps hostile à l'univers crypto, va désormais permettre à ses clients d'acheter du bitcoin. Plus anecdotique, quoique, Donald Trump a comme promis reçu à dîner à huis-clos jeudi les 220 plus gros détenteurs de sa cryptomonnaie.
La fin de semaine était plus compliquée pour l'univers crypto, avec la nouvelle offensive douanière de Donald Trump contre l'UE.
Difficile de s'ennuyer avec Monsieur Trump à la Maison Blanche. La semaine prochaine, l'inflation fera son retour dans l'actualité vendredi avec la première estimation de la hausse des prix allemands de mai et l'inflation PCE d'avril aux USA. Côté entreprises, la quantité fait place à un invité de poids : Nvidia, qui publiera les résultats du 1er trimestre de son exercice décalé. La star des puces d'IA retrouvera-t-elle son rôle moteur pour les marchés actions ?

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 22 Mai 2025

Valeur : 26 Mai 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.3710	132.3860
1	EUR	EURO		149.6851	149.7286
1	GBP	POUND STERLING		177.6315	177.7709
100	JPY	JAPANESE YEN		92.5218	92.5388
1	CNY	CHINESE YUAN		18.3675	18.3701
1	CHF	SWISS FRANC		160.3525	160.4679
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.5058	95.5235
1	DKK	DANISH KRONE		20.0766	20.0819
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8035	13.8092
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0020	13.0076
1	AED	UAE DIRHAM		36.0360	36.0460
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2895	35.2954
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.4570	431.6466
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.0384	44.4810
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3566	14.3583
1	LYD	LIBYAN DINAR		24.1782	24.3022
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3152	3.3254
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.5945	179.5945

APRÈS LES MENACES DE TRUMP CONTRE L'UE ET APPLE

Wall Street flanche

La Bourse de New York a fini en baisse vendredi, terminant la semaine dans le rouge, après les menaces de Donald Trump d'infliger des droits de douane supplémentaires sur les importations américaines en provenance de l'Union européenne et

sur les produits d'Apple fabriqués en dehors des Etats-Unis. L'indice Dow Jones a cédé 0,61%, ou 256,02 points, à 41.603,07 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a perdu 39,19 points, soit 0,67% à 5.802,82 points. Le Nasdaq Composite a reculé

de son côté de 188,53 points, soit 1,00% à 18.737,207 points. Sur la semaine, le Dow et le Nasdaq ont tous deux perdu 2,47% et le S&P-500 2,61%. Donald Trump a brandi vendredi de nouvelles menaces sur les droits de douane en ciblant l'Union eu-

ropéenne, visée par une surtaxe de 50% sur ses produits exportés aux Etats-Unis à compter du 1er juin, et sur Apple et ses iPhone fabriqués à l'étranger. Dans un message sur son réseau Truth Social, le président américain a déploré que les négociations

commerciales soient "très difficiles" avec les Européens. Apple a touché un creux de deux semaines et a fini la séance en repli de 3%. D'autres grandes capitalisations ont perdu plus de 1% à l'image d'Amazon, Nvidia et Meta Platforms.

ITALIE

Reprise de la croissance économique

Malgré les bouleversements créés par les droits de douane américains, le PIB de l'Italie a augmenté de 0,3% au premier trimestre 2025, soit plus que chez ses grands voisins européens.

Malgré les bouleversements créés par les droits de douane américains, l'économie italienne est en croissance. Au premier trimestre 2025, le PIB a augmenté de 0,3% en Italie par rapport au trimestre précédent et de 0,6% par rapport au premier trimestre 2024, selon la communication de l'Institut national de la statistique (Istat) le 30 avril dernier.

Croissance : les secteurs clés de l'économie italienne

Ces chiffres reflètent « croissance tant dans le secteur primaire (agriculture, pêche et élevage) que dans le secteur industriel, tandis que le secteur des services a enregistré, globa-

lement au cours des trois mois, une stabilité substantielle », commente l'Istat. Une tendance positive confirmée également par l'institut statistique européen Eurostat. L'Italie affiche même une meilleure croissance que la plupart de ses grands voisins européens. La croissance de l'Italie est alignée à celle de la moyenne de l'UE, soit 0,3%, mais supérieure à la plupart de ses grands voisins européens. Le PIB de l'Allemagne a augmenté de 0,2% au premier trimestre 2025 mais affiche une baisse de 0,2% sur un an. La France, quant à elle, connaît une hausse de son PIB de 0,1%. L'Espagne et l'Irlande se distinguent, avec une hausse de leur PIB respectif de 0,6% et 3,2%. L'inflation revient également à augmenter en Italie. En avril, les prix à la

consommation ont affiché une croissance de 0,2% sur le mois et de 2% sur l'année. Une accélération, explique l'Istat, due principalement à la hausse des prix des produits énergétiques réglementés (passés +27,2% à +32,9%) et des services liés au transport (de +1,6% à +4,4%). Les prix des produits alimentaires non transformés affichent également une hausse (de +3,3% à +4,2%), de même que les produits alimentaires transformés (de +1,9% à +2,3%). La croissance tendancielle des prix des biens ralentit (de +1,5% à +1,1%), tandis que celle des services augmente (de +2,5% à +3,0%). Aussi, l'écart d'inflation entre les secteurs des services et des biens se creuse, atteignant une différence de 1,9 point contre 1 point le mois précédent.

DROITS DE DOUANE

La France craint une situation « intenable » pour ses principales filières d'exportation

Dans une interview à « La Tribune dimanche », le ministre délégué au commerce extérieur, Laurent Saint-Martin, ajoute que les surtaxes douanières de Donald Trump seraient une « catastrophe pour tout le monde mais d'abord pour l'économie américaine ». La France craint une situation « intenable » sur les principales filières d'exportation vers les Etats-Unis, à l'instar du vin ou des cosmétiques, menacées de surtaxes douanières de

50 % par Donald Trump faute d'avancées sur des négociations commerciales avec l'Union européenne (UE). « Pour certaines de nos filières, comme les vins et spiritueux, les cosmétiques, l'aéronautique et toutes celles de réussite à l'export, cela déboucherait sur une situation absolument intenable sur le long terme », a déclaré le ministre délégué au commerce extérieur, Laurent Saint-Martin, dans une interview au journal La Tribune dimanche, mise en ligne sa-

medi 24 mai. « Ce n'est donc pas une issue souhaitable », a ajouté le ministre en référence à la menace du président américain, vendredi, d'assommer les Vingt-Sept avec des droits de douane de 50 % dès le 1er juin. Les exportations françaises vers les Etats-Unis ont été portées en 2024 par l'aéronautique (9,1 milliards d'euros, soit 18,8 % du total), les boissons (4,1 milliards d'euros, 8,4 %) et les produits pharmaceutiques (3,8

milliards d'euros, 7,9 %), d'après les chiffres du ministère de l'économie français. Plus largement, les Etats-Unis exportent notamment vers l'UE des logiciels et des services de communication, là où l'Europe leur vend surtout des automobiles, des machines-outils et des équipements de transport. « Ce serait évidemment une catastrophe pour tout le monde mais, j'insiste, d'abord pour l'économie américaine », a aussi dit M. Saint-Martin.

COURSE À L'IA

La guerre des puces s'intensifie entre les Etats-Unis et la Chine

Malgré un accord sur les droits de douane, Washington a durci la réglementation sur l'utilisation des puces chinoises, un secteur stratégique de la course à l'intelligence artificielle. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que le ton monte de nouveau entre les deux premières puissances mondiales. A peine la trêve sur le front douanier décrétée, lundi 12 mai, à Genève, entre les Etats-Unis et la Chine, que la bataille a repris de plus belle sur le secteur stratégique de la course à l'intelligence artificielle (IA). Dès le 13 mai, l'administration Trump a commencé à dessiner les contours de sa stratégie pour freiner le

rattrapage chinois dans les puces électroniques, suscitant l'ire de la Chine. Pour cause : selon une directive de la branche du département du commerce américain chargée du contrôle des exportations sensibles, le bureau de l'industrie et de la sécurité, « utiliser des puces HuaweiAscend où que ce soit dans le monde risque d'enfreindre les règles de contrôle d'exportations américaines ». Washington explique que les dernières puces du fabricant chinois Huawei, les Ascend 910, ont été conçues ou produites avec certains logiciels ou équipements qui sont d'origine américaine.

La mention « où que ce soit dans le monde » a depuis été supprimée du communiqué du département du commerce, mais le mal est fait. « La récente tentative de blocus complet sur les puces chinoises est un acte manifeste d'unilatéralisme et d'intimidation », a dénoncé le ministre des affaires étrangères chinois, Wang Yi, mardi 20 mai. La très relative atmosphère de dialogue entre la Chine et les Etats-Unis qui est ressortie de la trêve commerciale de quatre-vingt-dix jours décidée sur les rives du lac Léman est déjà entamée. Pour Pékin, Washington a « gravement porté atteinte au consensus » de Genève.

ROYAUME UNI

L'économie britannique devrait croître de 1,0 % en 2025

L'économie du Royaume-Uni connaît une croissance légèrement plus rapide cette année que prévu le mois dernier, selon une enquête Reuters réalisée auprès d'économistes. Cette révision s'explique en partie par une croissance plus forte qu'attendu au premier trimestre, un rythme qui ne devrait toutefois pas se maintenir. Le moral des analystes s'est amélioré après la conclusion d'un accord commercial de base avec les États-Unis. Celui-ci maintient une taxe de 10 % sur les produits britanniques, mais réduit les droits de douane sur les voitures et l'acier. Les économistes interrogés estiment ce-

pendant que cet accord n'aura qu'un impact limité sur la croissance. Le sondage a été réalisé du 15 au 20 mai, en grande partie avant un sommet entre le Royaume-Uni et l'Union européenne à Londres, destiné à relancer les relations neuf ans après le vote britannique en faveur du Brexit. Une forte minorité d'économistes, soit 22 sur 50 ayant participé aux enquêtes de ce mois-ci et du mois précédent, ont relevé leur prévision de croissance pour cette année de 25 points de base en moyenne. La médiane s'établit ainsi à 1,0 % contre 0,9 % en avril. Il s'agit de la première révision à la hausse de la médiane depuis cinq

mois. « Le gouvernement britannique augmente massivement ses dépenses cette année. Beaucoup d'argent arrive, ce qui va aussi servir de léger moteur. La croissance des salaires réels reste assez solide, donc l'économie dispose encore de fondations raisonnables », analyse James Smith, économiste chez ING. La Banque d'Angleterre devrait maintenir un rythme d'une baisse de taux par trimestre, la prochaine étant attendue en août puis en novembre, pour clôturer l'année à 3,75 %. Cette orientation des taux reste inchangée depuis plusieurs mois. Malgré tout, économistes et marchés se préparent à une

inflation qui dépassera largement l'objectif de 2,0 % de la Banque d'Angleterre avant de refluer d'ici la mi-2025. L'inflation devrait avoir bondi à 3,3 % en avril, après 2,6 % en mars, selon une publication attendue mercredi. La moyenne devrait dépasser 3 % ce trimestre et le suivant, d'après la dernière enquête. « Concernant l'inflation dans les services, les nouvelles devraient être meilleures que ce qu'anticipe la Banque d'Angleterre », estime James Smith d'ING. « Cette semaine, elle devrait être légèrement inférieure à leurs prévisions, et cela pourrait se reproduire en mai et juin. »

COOPÉRATION L'Indonésie et la Chine s'engagent à renforcer leurs relations

L'Indonésie et la Chine ont réaffirmé dimanche leur engagement à renforcer leurs relations bilatérales à l'occasion d'une rencontre à Jakarta entre le Premier ministre chinois et le président indonésien avant un sommet de l'Asean à Kuala Lumpur. Le Premier ministre chinois Li Qiang effectue une visite dans la plus grande économie d'Asie du Sud-Est avant de se rendre en Malaisie pour un sommet d'une journée entre les dix pays membres du bloc régional de l'Asean ainsi que la Chine et les pays du Golfe producteurs de pétrole. Cette visite intervient après une tournée du président chinois Xi Jinping à la mi-avril dans plusieurs pays de la région, dont la Malaisie, mais pas en Indonésie. « La Chine est disposée à travailler avec l'Indonésie (...) pour perpétuer notre tradition d'amitié et pour renforcer la solidarité et la coopération », a déclaré le Premier ministre chinois lors d'une réunion bilatérale avec le président Prabowo Subianto. L'Indonésie « est prête à renforcer sa coopération avec la Chine afin de créer une région pacifique et sûre pour tous », a déclaré M. Prabowo. MM. Prabowo et Li ont ensuite assisté à la signature d'une série de protocoles d'accord portant notamment sur le développement économique. Le palais présidentiel a annoncé plus tard que huit autres accords avaient été signés dans des secteurs couvrant le tourisme, la santé, l'investissement et les médias. Pékin et Jakarta sont des alliés économiques proches, et les entreprises chinoises ont largement investi dans les secteurs des ressources naturelles indonésiennes ces dernières années, en particulier dans le secteur du nickel.

Mais la question des voies navigables stratégiques de la mer de Chine méridionale et de ses territoires voisins ont pesé sur les relations bilatérales des deux pays ces dernières années. Pékin cherche depuis des années à étendre sa présence dans ces eaux contestées, ignorant une décision internationale selon laquelle sa revendication sur la majeure partie de cette voie navigable stratégique n'a aucune base juridique. En octobre, l'Indonésie a déclaré avoir repoussé des navires des garde-côtes chinois des eaux de la mer de Chine méridionale à trois reprises.

L'IA fait son apparition dans Acrobat PDF

En 2025, l'intelligence artificielle fait de plus en plus partie de notre quotidien. Particulièrement puissante, cette technologie est capable de générer du texte, d'analyser ou de résumer des documents et bien plus encore. Utile dans une grande variété de domaines, elle permet de gagner un temps précieux.

On estime que 3/4 des entreprises pourraient faire appel à l'IA pour optimiser leurs processus cette année. L'outil est également prisé par les particuliers qui y voient, eux aussi, une chance d'être plus productifs. Bien loin de remplacer l'humain, cette technologie conçue comme une aide permet, avant tout, de faciliter le travail et de favoriser la création.

À la pointe de l'innovation, Adobe est réputée pour ses excellentes applications, parmi lesquelles on compte notamment Acrobat et Acrobat Reader. Ces deux applications incluent depuis peu une toute nouvelle IA conversationnelle. Au service des milliards de documents PDF disponibles dans le monde, cet Assistant IA devrait rapidement devenir incontournable. Découvrons-le ensemble.

Gagner en productivité grâce aux échanges avec l'IA

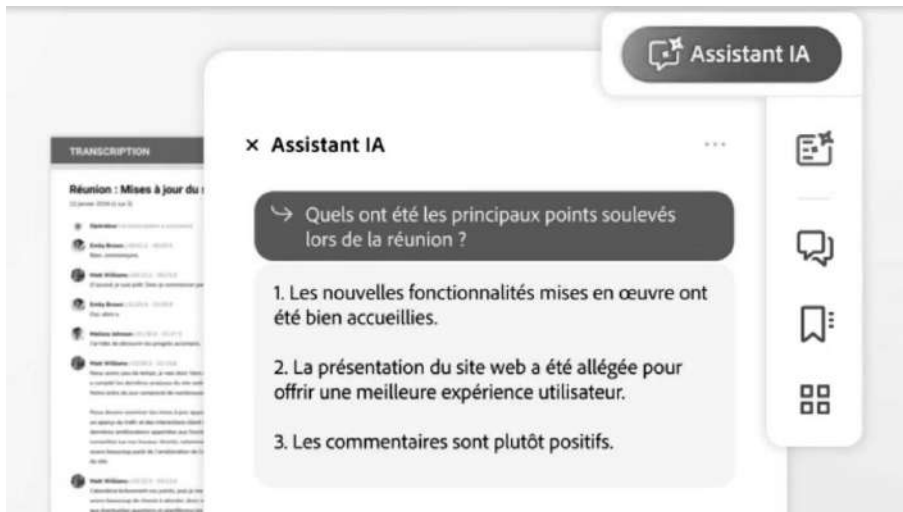
Conçu aussi bien pour les professionnels que les particuliers, l'Assistant IA d'Acrobat possède des fonctionnalités de création et de révision et bien plus encore. L'objectif est simple : vous aider à gagner de précieuses minutes dans votre journée de travail.

Adobe révolutionne la création de documents PDF

Lancé en 2024 et traduit en français et 6 autres langues, l'Assistant IA d'Acrobat a été développé dans un souci de sécurité, de responsabilité et de transparence. Ses fonctions peuvent être activées et désactivées à l'envi. De plus, aucune donnée client ne sert à entraîner les modèles de langage sans consentement. Intégré aux applications Acrobat et Acrobat Reader, cet agent conversationnel est disponible en version Windows, macOS, Android, iOS, web mais aussi en tant qu'extension pour les navigateurs Google Chrome et Microsoft Edge. Pour l'utiliser, il suffit de rédiger un prompt textuel. Si vous passez par l'app mobile, vous aurez aussi la possibilité de discuter avec l'Assistant IA et de formuler vos demandes à haute voix. Révolutionnant les interactions avec les documents, cet assistant innovant analyse vos contenus en un clin d'œil et vous aide à booster votre productivité. Vous pouvez, par exemple, utiliser ses réponses pour créer des e-mails, rapports et présentations bien plus rapidement et les partager dans la foulée. Bien d'autres utilisations sont possibles, comme nous allons le voir dans cet article.

Collaborez plus facilement grâce à l'Assistant IA d'Acrobat

L'intelligence artificielle intégrée dans Acrobat PDF permet de réduire le temps passé sur les documents de 75 % en moyenne. Les utilisateurs peuvent notamment lui demander de générer du texte, mais aussi d'affiner son sens, de modifier son ton, de le corriger ou encore, de le raccourcir. La technologie peut aussi suggérer des mises en page pour mettre en



valeur le contenu.

Pour aller plus loin, l'Assistant IA fournit également une aide précieuse aux collaborateurs. Il est, en effet, capable d'analyser les retours de différents participants pour améliorer un document. Il est également possible de demander à l'IA de repérer les commentaires contradictoires et de chercher des pistes de conciliation pour trouver un terrain d'entente.

L'IA peut prendre en charge plusieurs documents

Capable de travailler sur plusieurs contenus à la fois, l'IA d'Adobe révolutionne l'analyse et le traitement documentaire.

Analysez plusieurs documents à la fois grâce à l'Assistant IA

L'Assistant IA d'Acrobat est compatible avec tous les formats de documents, qu'il s'agisse d'un PDF, d'un fichier Word, d'un diaporama Powerpoint, d'une simple transcription de réunion, etc. Il est notamment possible de lui fournir plusieurs contenus à la fois au moyen d'un simple glisser-déposer. L'utilisateur a, par la suite, la possibilité de :

- Demander à la technologie de générer une synthèse afin de mieux comprendre

le sens global des documents ;

- Mettre en évidence des thématiques spécifiques ou bien des tendances ;
- Trouver des points communs et connexions entre fichiers.

Pour aller plus loin, l'outil peut aussi suggérer des questions supplémentaires ou bien proposer de nouvelles commandes.

Interrogez les documents et vérifiez vos sources

L'Assistant IA d'Acrobat peut analyser de grandes quantités de données en un temps record. Il est notamment possible d'interroger les documents et d'obtenir des réponses rapides ou plus poussées. L'outil est capable de faire des citations intelligentes en indiquant ses sources. Il peut également faciliter la navigation au sein de plusieurs textes en proposant des liens de redirection.

En interrogeant cet outil innovant, les utilisateurs ont la possibilité d'accéder facilement aux informations les plus importantes et de s'assurer de la fiabilité de leurs sources. De quoi devenir bien plus efficaces dans le traitement des informations.

Faites ressortir l'essentiel de vos PDF

En utilisant l'Assistant IA d'Acrobat, vous serez capable de cerner les tenants et aboutissants d'un document en quelques secondes. Il suffit, pour cela, de faire appel à ses fonctions de synthèse avancées.

Générez des résumés en un clin d'œil

Grâce à sa fonctionnalité de résumé génératif, l'Assistant IA d'Acrobat vous permet de cerner rapidement le contenu de fichiers allant jusqu'à 600 pages, et ce, qu'ils soient en français, anglais, allemand, italien, espagnol, portugais ou japonais. Cet outil peut analyser des textes complexes (sur des thématiques juridiques, techniques ou financières, par exemple) et vous aider à les décrypter en toute sérénité.

Vous pouvez également demander à cette technologie générative de produire une vue d'ensemble d'un ou plusieurs documents en mêlant des titres et des mini-résumés. L'Assistant IA d'Acrobat PDF vous fournira notamment des informations clés pour travailler plus efficacement.

Révolutionnez votre productivité avec l'Assistant IA d'Acrobat

Utilisant les mêmes modèles IA et de machine learning que ceux utilisés dans Acrobat Liquid Mode, une technologie facilitant la lecture de PDF sur mobile, l'Assistant IA d'Acrobat est en mesure d'analyser non seulement le contenu mais aussi la structure de vos documents. Il ne lui faut, pour cela, que quelques secondes. Intégré directement aux applications Acrobat et Reader, sans besoin d'installation complexe, cet outil conversationnel sera votre meilleur allié pour booster votre productivité et parfaire la compréhension de vos documents. Les fonctionnalités proposées aujourd'hui étant appelées à considérablement évoluer, les 500 millions d'utilisateurs d'Acrobat PDF pourront devenir de plus en plus efficaces au fil des ans.

LANCIA DELTA HYENA

Du grand art charognard pour un grand bide

Trop chère, et affublée d'un nom péjoratif, la Lancia Hyena, fantasma hollandais habillé par l'italien Zagato, n'a séduit presque personne. Retour sur un coupé confidentiel à 90 000 € qui, derrière ses lignes qui se voulaient plus douces que celles de la Delta dont elle s'inspirait, n'a pas fait oublier l'original.

Au cinéma, on appellerait ce phénomène, « un succès public et critique ». Mais au royaume de l'automobile on parle d'un carton, même si, dans le cas de la Lancia Delta Integrale, le carton reste modeste en comparaison de la production automobile industrielle traditionnelle. Mais quand même, vendre 7 500 exemplaires d'une « stradale », ou version de route, de l'auto qui a remporté 6 fois le championnat du monde des rallyes relève de l'exploit. Certes, dans sa dernière évolution, elle ne coûtait « que » 38 000 euros d'aujourd'hui. Mais à la même période, on pouvait s'offrir une BMW E36 328 I toute aussi neuve et presque aussi réjouissante pour 8 000 euros de moins. Mais sans l'exceptionnel palmarès de l'Italienne.

Une Delta aux lignes trop brutales ?

Pour autant, si la Delta fait rêver une génération entière qui l'attend sur le bord des spéciales avec ses couleurs Martini, sa ligne n'a pas séduit tout le monde, et surtout pas Paul Koot. Il importe Lancia aux Pays-Bas, et aux traits carrés de la Transalpine, il préfère les lignes plus douces que d'autres Italiens ont dessinées avant la Lancia. Et c'est d'ailleurs en Italie qu'il croise la route de la carrozzeria Zagato. Koot est bluffé par l'Alfa Romeo SZ que le designer a créé. L'auto n'a pas séduit tout le monde, mais c'est ce type de dessin qu'il recherche : un mélange d'arrondis et d'arêtes. Banco : les deux maisons s'entendent sur un projet : rhabiller la vilaine Delta en conservant ses attributs mécaniques.

Enthousiaste, le Néerlandais s'en va tout naturellement à Turin rencontrer la direction de Fiat, propriétaire de Lancia, pour lui parler de son projet. Et l'accueil est glacial. Pas question de cautionner l'affaire. Koot retourne aux Pays-Bas un poil déçu. Mais le Batave est tenace. Alors il poursuit son projet avec Zagato. Fiat refuse



de coopérer en lui confiant des Delta ? Il va les acheter, les dépouiller en Hollande, et les transformer à Milan. Le carrossier lui colle une robe en alu, histoire de l'alléger.

Et ça marche, elle a perdu 200 kg et n'en pèse plus que 1 148, ce qui, avec le 2l Turbo de 250 ch, lui permet un 0 / 100 km / h de 5,4 s et une pointe à 250 km /

h, le tout avec une ligne de coupé qui si, elle reste une belle tentative de profil n'est pas la plus réussie tant à l'avant qu'à l'arrière.

Début 1993, il ne reste plus qu'à lui trouver un nom, à démarrer la production et à fixer un prix de vente. La drôle d'auto s'appellera Hyena, Koot décide une première production de 75 exem-

plaires, avant de monter en puissance et fixe le tarif à 90 000 euros, soit beaucoup plus que le double de l'Integrale originale.

Un nom peu ragoûtant et un réseau inexistant

Sauf que rien ne va se passer comme il l'entend. L'auto est trop chère par rapport à ses prétentions. Et comme Fiat refuse de prendre en charge la bête dans le réseau Lancia, les clients doivent se débrouiller avec une garantie aléatoire. Et il y a son nom : Hyena. Qui voudrait rouler dans une voiture baptisée la hyène ? Un animal charognard et peu ragoûtant accolé à une auto aux lignes censées être douces, « ça l'a fait pas » comme on dirait 30 ans plus tard. Et ça ne l'a pas fait du tout : seulement 25 unités ont trouvé preneur. Déçu, Paul Koot est retourné à son réseau de distributeurs et Zagato à ses projets, notamment avec Lamborghini et Aston. Quant à la Hyena, elle a été oubliée, surgissant seulement dans quelques ventes aux enchères ou sa rareté a compensé son flop.

Volkswagen Tiguan et Tesla Model Y : un carton, et une disparition !

En Europe, le Volkswagen Tiguan cartonne et arrive même à intégrer le podium des ventes, ce qui est une sacrée performance pour un modèle si cher et imposant. En revanche, la dégringolade continue pour le Tesla Model Y qui ne figurait même plus dans le Top 50 sur le seul mois d'avril. Elon Musk, lui, a tenté d'être rassurant.

Décidément, le Groupe Renault ne lâche plus la tête des ventes en Europe. Probablement bien aidée par les ventes à société (même si les particuliers l'adorent aussi), la Renault Clio a pris le pouvoir sur le Vieux Continent au mois d'avril au détriment... de sa cousine, la Dacia Sandero, qui passe à la seconde place. Une sacrée domination qui cache une autre performance pour le moins étonnante : retrouver un gros SUV du segment C à la troisième

place, avec le Volkswagen Tiguan ! Une place pour le moins étonnante pour un modèle très loin d'être donné, la question des tarifs de l'allemand ayant déjà été abordée dans notre essai. La dynamique est donc excellente en ce moment pour Volkswagen qui parvient aussi à placer les Golf et T-Roc dans le Top malgré une chute importante des immatriculations en avril.

Le Tesla Model Y a disparu

Combien s'est-il vendu de Model Y en avril sur le continent ? Le tableau fourni par Dataforce ne permet pas de le savoir puisqu'il s'arrête à la 50e place. Et l'on ne trouve aucune trace du SUV américain qui est donc sorti du Top 50. En revanche, nous avons les chiffres cumulés des quatre premiers mois de l'année et le Tesla Model Y est positionné en 33e place



avec 35 000 immatriculations neuves. Rappelons que nous parlons de la voiture, toute motorisation confondue, la plus vendue d'Europe en 2023. Mais il semblait déjà logique à l'époque que cette année exceptionnelle pour Tesla n'allait pas pouvoir être reproduite, face à la concurrence accrue chez les élec-

triques. Il n'empêche, il semble que le Model Y reste bel et bien le SUV électrique le plus vendu d'Europe puisque le Volkswagen ID.4, son concurrent le plus sérieux, affiche 27 000 ventes sur la même période. Mais les dynamiques sont opposées : l'allemand a progressé de 71 % quand le Model Y baisse de 48 %.

Une Renault Clio increvable

Même si la fin de carrière approche à grand pas, la Renault Clio continue de cartonner. En dehors du Tiguan qui est en plein lancement et qui progresse logiquement, la Clio est la seule auto du haut du classement à voir ses ventes progresser ! Certes, seulement 2,7 %, mais c'est assez pour qu'elle se retrouve à hauteur de la Peugeot 208 en deuxième place et revienne compléter le duo avec la Sandero qui paraît indéniablement intouchable avec 12 000 longueurs d'avance sur les 208 et Clio entre janvier et avril. Les ventes actuelles sont donc positives au moment où Renault prépare le renouvellement de sa Clio. La sixième génération devrait en effet être dévoilée à la rentrée à l'occasion du salon de Munich.

Mots fléchés

L'une des quatre humeurs Ils mettent à mort le taureau		Liquide vital Grosse maladresse devant le but		Placés à un endroit stratégique Aéronefs sans pilote		Traverse Périgueux		L'une des quatre humeurs (trois mots)		Sa capitale est Mascate Capitale de la Lettonie		Risquée Vélia en latin	
								Engins de guerre					
Préfecture de l'Indre-et-Loire Il peut venir du cœur						Qui se rapporte aux lèvres Exaampère							
			Enlevée Pays d'Asie					Ardente Crédibles					
Subdivision d'un article Les espagnols et les portugais réunis							Coups portés sur un tambour				Grande école		Erode
						Partie tendre L'une des quatre humeurs				Pourfendre		Protège le tibia	
Celui des siciliens est connu au cinéma		Champion Proche de l'ADN			Plante purgative		Arbustes à fleurs jaunes						
				Arme rudimentaire Genre de méduse									
Fin d'infinifit			Pied de vigne Bonnes a résoudre pour Hercule Poirot				Compagnon de l'apôtre Paul			Film de Spielberg			Déployée
Île de France	Vieux non Groupes de joueurs						Sans classement précis						
		Véto russe Le plus ancien continent					Enchâsse Esquivée						
C'était un ouvrage encyclopédique Laxatives					Fin de participe Teraseconde			Perdaient Strontium		Commence le dimanche Utilisé fréquemment			
										Télévisions européennes Contre le passage du courant électrique			
Surveiller de près		Matous Conseillait mal										Comprimées	
					Lettre grecque Lien pour serrer				Paysage pittoresque				
Anneaux de cordage Baie jaune						Chicana pour un rien Pan de tissu							Le plancher des vaches
			Lieu du premier miracle de Jésus Beau château normand					Poids à jeter Lever le cul					
L'une des quatre humeurs (deux mots)	Ennemi de la raie	Femelle du canard Poisson					Armée irlandaise				Sélénium		
						Il exploite un moulin Escadron de protection de l'Allemagne nazie							
Ils sont représentatifs des consommateurs Bandits sur la mer							Précis				Erbium		
							Natte						

MILA

Plus de 22.000 bovins vaccinés contre la fièvre aphteuse

Au total, 22.389 bovins ont été vaccinés contre la fièvre aphteuse dans la wilaya de Mila, a-t-on appris, dimanche, auprès de l'inspectrice vétérinaire de wilaya, Lilia Benabderrahmane. Selon cette source, la campagne de vaccination contre cette maladie a débuté fin avril "après réception, par l'inspection vétérinaire, d'un premier lot de 24.000 doses de vaccin distribuées à 69 vétérinaires privés qui ont assuré, jusqu'à la fin de la semaine dernière, la vaccination de 22.389 têtes bovines âgées de plus de deux mois".

NESDA CHLEF

Signature de trois conventions de coopération et de partenariat

Trois (3) conventions de coopération et de partenariat ont été signées par l'antenne de l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) à Chlef avec la Caisse régionale de mutualité agricole et des dispositifs de soutien à l'emploi, a-t-on appris, dimanche, auprès de cette instance. "Dans le cadre de l'extension des projets innovants et du renforcement de la coopération avec différents organismes et dispositifs de soutien, NESDA Chlef a dernièrement signé trois (3) conventions de coopération avec respectivement la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA), et les antennes locales de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) et de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM)", a indiqué à l'APS, le chargé de la communication, Reda Kamari. Ces conventions portent sur l'accompagnement des bénéficiaires dans le cadre de ces dispositifs, pour l'extension et le financement de leurs projets à tra-

vers le dispositif NESDA, dont particulièrement les projets à caractère innovant, créateurs de richesse et d'emplois durables. Il s'agit, également, a-t-il ajouté, de permettre aux diplômés des Centres de formation professionnelle et d'apprentissage dans les domaines agricole et industriel de bénéficier, à partir de cette semaine, d'un financement dans le cadre de la NESDA. Sachant que ce dispositif était auparavant exclusivement réservé aux diplômés des universités et des instituts nationaux. Concernant le financement des projets depuis le début de l'année 2025, la commission de sélection des projets a déjà réceptionné un nombre considérable de dossiers, actuellement en cours d'étude et de traitement pour leur financement. Les porteurs de ces projets ont bénéficié d'une formation en entrepreneuriat et en gestion de projets au Centre de développement de l'entrepreneuriat de l'Université Hassiba Ben Bouali, selon la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 26 mai 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



29^e ÉDITION DU CONGRÈS MONDIAL DU GAZ

Sonatrach distinguée à Pékin

La compagnie pétrolière publique, Sonatrach, a été distinguée en Chine à l'occasion de sa participation à la 29^e édition du Congrès Mondial du Gaz, qui s'est tenue à Pékin, du 19 au 23 mai 2025. En effet, la participation de Sonatrach à cet événement mondiale s'est soldée par un succès remarquable, en décrochant un prestigieux prix. Ce succès a été particulièrement illustré par l'exposé présenté par docteur Nadia Hadoum, chef de projet au sein de la direction exécutive chargée du développement commercial et du marketing, qui a su mettre en valeur l'expertise du groupe à l'échelle internationale. Intitulée « Solutions innovantes pour maîtriser l'instabilité de forage dans les puits

des réservoirs carbonatés », son intervention a valu à la Sonatrach le prestigieux prix « Industry Award – Best Practices Across the Gas Value Chain », décerné dans le cadre du Congrès Mondial du Gaz. « Le travail de la représentante de la Sonatrach a été sélectionné parmi des centaines de contributions issues d'entreprises internationales, après une évaluation rigoureuse menée par un comité de lecture composé d'experts mondiaux du secteur », indique le groupe dans un communiqué. La remise officielle du certificat et de la médaille honorifique a eu lieu lors de la cérémonie de clôture du congrès, le 23 mai 2025. « Cette distinction dans un événement stratégique d'envergure mondiale représente une

reconnaissance du haut niveau d'expertise des cadres de la Sonatrach à l'image de docteur Nadia Hadoum. Elle vient également souligner les compétences scientifiques et techniques dont regorge le personnel du groupe. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que Mme. Hadoum honore Sonatrach par ses réalisations. Elle avait déjà été récompensée par le premier prix du meilleur exposé oral lors de la 18^e édition du Congrès international du pétrole à Johannesburg. Par ailleurs, elle a été choisie par Sonatrach pour représenter l'entreprise au Forum des femmes arabes, en tant que figure féminine d'exception dans les domaines des sciences, des technologies et de l'ingénierie », ajoute la même source.

Publicité

MOTOREST

L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE EST L'AFFAIRE DE TOUS !

motorest-algerie.com









VENEZ NOUS RENCONTRER SUR NOTRE STAND EXTERIEUR : ESPLANADE A DU 26 AU 29 MAI 2025

MOTOREST.ALGERIE

MOTOREST.ALGER@MOTOREST-DZ.COM

+213 23 85 30 08 / +213 23 85 30 07



30th YEARS ANNIVERSARY



Panel La Filière Semencière de la Pomme de Terre

لجنة شعبة بذور البطاطا

1^{ère} ÉDITION

Mardi 27 Mai 2025

DAR EL DJAZAIR

Palais des expositions
Pins Maritimes, Safex, Alger



Coincidence avec :




Sponsors :